

Le libertaire

Administration : HENRI DELECOURT
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)
Chèque postal : Delecourt 691-12

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : GEORGES BASTIEN
123, rue Montmartre, PARIS (2^e)

ABONNEMENTS

FRANCE	ETRANGER
Un an... 80 fr.	Un an... 120 fr.
Six mois... 40 fr.	Six mois... 60 fr.
Trois mois... 20 fr.	Trois mois... 30 fr.
Chèque postal Delecourt 691-12	

Les anarchistes ont le droit d'insister
en milieu social qui assure à chaque
individu le maximum de bien-être et
de liberté adéquat à chaque époque.

AVANT NOTRE CONGRÈS

CHOISSISSONS : Nous organiser ou disparaître

Il faut vivre l'existence du militant actif pour se rendre compte de la gravité de la situation.

Jamais, comme à l'heure actuelle, les anarchistes n'ont subi d'assauts aussi furieux et aussi violents. Dans cette lutte contre l'idéal libertaire, les bolchevistes de l'humanité et les camelots de l'Action Française sont unis par une haine commune contre notre propagande. Lisez ces deux journaux, et vous y verrez les mêmes attaques, les mêmes calomnies, les mêmes salades.

Avec eux, quoique sur un ton plus modéré, tous les autres partis nous tapent dessus.

Ceci n'est que polémique de presse, diront les militants (ceux qui, à l'écart, ne subissent guère d'attaques). Elle a pourtant son influence. Songez que nous n'avons, pour nous défendre et riposter, qu'un petit quotidien qu'on a négligé de propager et fortifier, et un seul organe hebdomadaire régional. Devant nous, la presse ennemie déverse quotidiennement des centaines de milliers d'exemplaires qui nous calomnient et pénètrent, malheureusement, là où nous n'allons pas.

Je connais des coins où des militants se laissent, atterrés par le flot d'ordures qui déferle sur notre mouvement.

Ce n'est pas tout. C'est même peu à côté de ce qui se passe dans les meetings, réunions, assemblées syndicales ou autres. Dans ces milieux, le parti bolcheviste, obéissant à un mot d'ordre lancé d'en haut et qui est exécuté dans tous les pays du monde, boycotte systématiquement et violemment toute expression de notre pensée.

Silôt qu'un de nos amis est à la tribune, soit comme orateur, soit comme contradicteur, les hurlements, les obstructions répétées éclatent. Si le camarade n'est pas soutenu par une poignée de compagnons décidés à faire respecter la liberté de parole, il n'a plus qu'à s'en aller, sous les huées des énergumènes moscovites.

Je n'avance rien que tous ne connaissent. Le Parti communiste, par méthode préconçue, organise une sorte de fascisme dans tous les milieux, s'imposant par ses cris ou ses coups.

D'autre part, les camelots du roy et autres réactionnaires préparent également leur fascisme à eux. Visant au même but que les bolchevistes (la dictature ou la royauté ne sont séparées que par une nuance d'étiquette), ils utilisent les mêmes procédés.

Voici maintenant que les gens du Bloc des Gauches parlent, par la plume de Pierre Bertrand, de s'organiser pour pratiquer les mêmes moyens.

C'est une ère de violence qui s'ouvre. Aveugle qui ne veut pas voir la réalité. Mauvaise besogne accomplie qui, fermant les yeux à l'ardente lutte qui se prépare, se cantonne dans la peu dangereuse position d'éplucheur d'étymologies, de coupeur de cheveux en huit, de dissertateur et disséqueur à n'en plus finir.

Pour peu que nous restions encore un certain temps sur ce terrain, nous disparaîtrions en tant que mouvement.

Ce ne sont plus des individualités, si bien trempées soient-elles, que nous devons opposer à la menace qui grandit contre notre propagande et notre action, c'est l'union défensive et offensive de tous les militants, c'est l'organisation de nos forces, le groupement des volontés.

Partout où existe une poignée de copains décidés à la lutte, nos ennemis sont bien obligés d'en tenir compte. C'est cela qu'il nous faut établir partout, avec une liaison solide et régulière permettant une action de grande envergure, une propagande tenace, continue, disposant des moyens matériels suffisants.

Ah ! je sais. Je connais la crainte de nombre de bons et sincères amis. « Vous allez à la centralisation, à l'autonomie, au parti ! » Ils nous crient : « Casse-cou ! »

Certes, leurs craintes peuvent sembler justifiées par ce qui s'est produit dans certains partis politiques. Mais il ne faut pas oublier que les anarchistes n'ont pas la même mentalité que les politiques.

Dans toute chose — car tout est relatif — il y a des inconvénients et des avantages. Le tout est de bien peser de quel côté penche la balance.

Je crois, pour ma part, que dans les

circonstances présentes, il n'y a pas à hésiter plus longtemps.

La question se pose nettement : où nous avouons notre impuissance à nous grouper, et par conséquent à être une force sociale, et à plus forte raison capable d'influencer une transformation sociale, et alors nous courons à l'écrasement de notre idéal, à la non possibilité de continuer notre action ; ou alors — et j'espère que le Congrès se prononcera dans ce sens — nous consentirons à laisser de côté les craintes puériles et nous grouperons sérieusement nos forces. C'est la seule condition qui nous permettra de riposter vigoureusement et d'arrêter la marée d'ordures qui menace de nous submerger.

Georges BASTIEN.

L'agitation chez les fonctionnaires

Les fonctionnaires s'agitent, tout doux, tout doux, tout doux... ou... c'est bien sage. Ils manifestent un peu partout mais sans excès.

A Marseille, 3.000 ouvriers, agents et usagers des services publics ont tenu un meeting. Et le lendemain ce fut le tour des receveurs buralistes.

A Brest un grand meeting a eu lieu, plusieurs orateurs ont pris la parole pour exposer les revendications générales qui se résument ainsi : liberté d'opinion ; exercice complet du droit syndical, l'immunité générale et la réintégration pour ceux qui ont été frappés ; salaire de base à 6.000 francs, échelle mobile ; réforme administrative réalisée par la collaboration du gouvernement et des organisations syndicales ou professionnelles du personnel, des représentants et des usagers.

D'autre part, la Fédération postale du Nord a tenu à Lille un meeting sur la révision des traitements et l'application d'une indemnité mobile raisonnable.

Dans l'ordre du jour qui a été voté par les 600 assistants, les postiers ont protesté « contre toute solution qui, sous couleur de donner un traitement équitable, ferait porter le poids de toute la réforme à la catégorie moyenne du petit personnel ».

Ils réclament, en outre, une pérennité absolue entre toutes les catégories assimilables des différentes administrations de l'Etat et la création d'une indemnité mobile, régionale et locale, propre à pallier la cherté de la vie, particulièrement sensible dans la région du Nord. Ils rappellent au gouvernement l'engagement formel qu'il avait pris de verser des acomptes à partir du 1^{er} juillet et protestent enfin contre toute compression nouvelle des effectifs des P.T.T. du Nord.

LE FAIT DU JOUR

Cuisine électorale

Hier a eu lieu l'élection d'un conseiller municipal du quartier de la Porte Saint-Martin, à Paris. C'est un conservateur, Contentot, qui est élu.

La popote électorale nous intéresse peu. Y fourrer son nez, c'est risquer de se faire asphyxier par les émanations putrides qui s'en dégagent.

Mais risquons néanmoins. Cela en vaut la peine. Cette élection a d'ailleurs fait un grand tapage, et par là acquies une certaine importance.

Le rôle des communistes surtout est à noter. Ce parti se prétend antiparlementaire, antipoliticien. Mais cette affirmation vaut autant que toutes les autres qu'il fait. Pas une élection ne se passe sans qu'il ne présente des candidats. Et pas pour la forme, mais le plus sérieusement du monde, et avec le plus ardent désir de parvenir aux postes convoités.

Nos bolchevistes clament qu'ils font de la politique de clans. Cela ne les empêche pas de mettre en pratique les pires combinaisons et d'y étaler, comme leurs concurrents, toute la vilénie de la mentalité politicienne.

Dans l'élection qui nous occupe, ils ont fait carrément le jeu des conservateurs, faisant échouer le candidat socialiste. Cette attitude, ils l'observent partout, dans le domaine politique comme dans le domaine économique.

Nous nous moquons, nous, de l'arrivée dans un fauteuil de conseiller d'un conservateur, d'un socialiste ou d'un bolcheviste, persuadés que les uns s'y conduiront comme les autres, et que les poires d'électeurs n'y constateront aucun changement.

Mais quand on vient nous affirmer qu'on est plus révolutionnaire que tous les autres, lesquels on traite de contre-révolutionnaires et de petits bourgeois, et que la seule action que l'on est capable de mener est une action électorale, on nous permettra de hausser les épaules et de sourire.

Politiciens vous êtes et resterez toujours !

Herriot « flirte » avec Mussolini

D'après une information officieuse, « les déclarations faites à un journal parisien par le nouvel ambassadeur de France, M. René Besnard, ont été accueillies avec faveur à Rome ».

On ajoute : « On tient à relever que les questions et les problèmes économiques auxquels l'ambassadeur veut consacrer une partie de ses efforts offrent un champ d'action éminemment propice, où ne se trouve aucune difficulté insurmontable qui s'opposerait à la bonne entente franco-italienne. »

« Pour cette entente, il est nécessaire d'écartier tout ce qui divise et de rechercher tout ce qui rapproche ».

L'acquiescement de Bonomini était sans doute parmi « tout ce qui divise ». Le sort de Matteotti aussi, ainsi que celui de toutes les victimes de la réaction fasciste.

Ah ! elle est belle la politique du Bloc des gauches...

On poursuit un nègre

Rien n'est odieux comme ces chasses à l'homme, où se révèle la brutale mentalité de ces policiers et de ces pandores qui sont la honte d'une société.

A Moissac, la brigade de gendarmerie s'est mise à la poursuite d'un nègre du nom de Gouzé, dont le capitalisme avait fait un traillieur, et qui s'était enfui de sa caserne, après une tentative de suicide.

Il s'agissait de le réintégrer en prison. A la vue des gendarmes, Gouzé fit un bond dans la Garonne et disparut sous les eaux.

Il fut aperçu ensuite au large, flânant dans la direction des îlots de Saint-Nicolas-de-la-Grave.

On prit enfin ce malheureux noir. On le ligotta. Mais il était grièvement blessé par une balle de ces brutes.

Transporté à l'hôpital de Castelsarrazin, il est dans un état très grave.

Ces chasseurs blancs, ces trognons armés, ont bien mérité de la patrie et de l'autorité !

Silence dans les rangs !

On vous y prend les purs, les extra-purs, les satellites du Bloc des gauches et les seides à Lénine ! On vous voit, cette fois-ci, dans votre rôle d'esclaves ministériels ! Herriot a dit : Silence dans les rangs ! et l'Ere Nouvelle, le Quotidien, le Peuple, l'Humanité se taisent avec un ensemble qui, pour n'être pas harmonieux, n'en est pas moins significatif !

Il s'agit des économies et des rentrées financières qui vont, disent les agences, résulter d'une augmentation des amendes judiciaires et des différents frais de justice.

L'Ere Nouvelle n'en dit pas un mot, prenant ses lecteurs pour des gourdus.

Le Peuple se met un bâillon et fait l'autruche, persuadé sans doute que seul le silence est grand lorsqu'il s'agit de mesures réactionnaires envers les peuples.

L'Humanité encadre la prose de Lénine, mais se tait honteusement sur ces mesures fiscales dont l'effet désastreux est imminent.

Le Quotidien, plus hypocrite, tronque la note susdite, croyant donner le change aux actionnaires dont il est le prophète.

Quant à l'Euvre, cet outsider de la prose de gauche, elle nous en apprend une bien bonne : elle appelle décision démocratique celle qui consiste à supprimer les frais afférents à l'homologation des titres nobiliaires. Petite perte de quelques millions de francs, dit-elle, largement compensés par les millions qui résulteront de l'augmentation des frais de justice !

Démocratiquement et gracieusement, on se paiera dorénavant un lord de baron ou une comtesse de marquis. Mais si pauvre prolétaire, on encourt une amende en justice, elle sera doublée !

Farceurs, tartuffes, échine courbée sous la schlague du pouvoir, vous n'êtes point les journalistes à la voix libre, vous êtes des mercenaires à la solde des puissants, et votre honte suprême est de vous affubler d'un masque menteur, d'un masque démocratique !

Pour Sacco et Vanzetti

D'Amérique nous recevons l'appel suivant en faveur de Sacco et de Vanzetti :
Travailleurs !

La presse dans laquelle vous croyez — celle qui a cependant une manière intéressée d'interpréter et d'exposer faussement les faits — vous a rappelé le supplice et l'angoisse de six travailleurs italiens, de six innocents pendus dans l'Etat de la Louisiane. Et vous aurez frémi d'indignation et de passion pour l'infamie accomplie au nom de la loi, forteresse des représailles patronales.

Aujourd'hui — et depuis quatre ans — deux autres travailleurs attendent dans le Massachusetts un fait analogue. S'illusionner sur le sort de Nicolas Sacco et de Bertolomeo Vanzetti, c'est fermer les yeux sur la réalité. Car personne n'évitera — tant qu'on espérera dans la bonne volonté de ces Messieurs et de leurs soutiens — que nos deux amis, nos deux camarades, soient sacrifiés.

Et cependant il ne reste plus une pierre de la construction savante et patiente de l'accusation. De faux témoins démasqués, les évidences même de l'accusation retournées contre l'accusation même, toute l'intimidation et les fameux appareils policiers tombés dans l'eau. Mais l'accusation ne ralentit pas, et la Cour elle-même a démontré quelle s'était faite tendre protectrice de la cause des inquisiteurs et des grands libustiers du Massachusetts ; et contre toutes les manifestations elle garde le silence, dans l'attente que, finalement, le sursaut de sympathie en faveur des deux fiers lutteurs s'éteigne, elle puisse livrer au bourreau les victimes abandonnées.

Le permettez-vous !

Il fut un moment, dans ce grand drame judiciaire qui a passionné tous les travailleurs du monde, où il semblait que la rue, votre voix, votre action, auraient dû forcer les portes des prisons pour redonner la liberté, la vie, la vigueur et la possibilité de lutter à Nicolas Sacco et à Bertolomeo Vanzetti. Ce moment fut une preuve de votre puissance...

Travailleurs !

Plus d'une fois nous vous avons appelé afin d'accorder votre solidarité aux victimes les plus diverses du régime bourgeoise. Aujourd'hui nous vous demandons l'aide. Nous vous demandons un peu de votre force... qui impose la volonté.

Dites, comme vous le pouvez et comme vous le savez, toutes les iniquités qui ont maintenu Sacco et Vanzetti sur le seuil de la mort depuis des années. Dites que vous n'admettez plus de retard, plus de renvoi. Dites que vous ne tolérerez pas le renouvellement du crime des six pendus de la Louisiane !

Sacco et Vanzetti doivent être libérés ! Debout, travailleurs, compacts pour une décisive action !

Le Comité Sacco-Vanzetti.

Exploits de camelots au Mans

Le Mans, 26 octobre. — Des incidents ont marqué la conférence faite au Mans par M. Qumbel, professeur à l'Université de Heidelberg, président de la Ligue des Droits de l'Homme, et Roger Picard, membre du Comité central de la Ligue des Droits de l'Homme française, sur le sujet : « France et Allemagne ».

Munis de sifflets à roulette et de klack-sons, une trentaine de camelots du roi ont troublé le commencement de la réunion par un vacarme qui se prolongea.

L'auditoire expulsa les manifestants. Des horions furent échangés. Quatre jeunes royalistes furent amenés au poste de police, mais furent relâchés après vérification de leur identité.

Ils ne sont pas de la graine dont on fait les prisonniers, ils sont de celle dont on fait les légumes.

Le Midi bouge

Tarbes, 26 octobre. — Des secousses sismiques sont ressenties depuis plusieurs jours à Lourdes, Bagnères, Luz-Saint-Sauveur, Saint-Pé. Le même phénomène avait été enregistré l'année dernière pendant une quinzaine de jours.

SAMEDI 1^{er} NOVEMBRE 1924

à 20 h. 30

Grande Salle de l'Union des Syndicats, 33 rue Grange-aux-Belles

GRANDE SOIRÉE ARTISTIQUE

au profit des Œuvres de l'« Union Anarchiste »

PROGRAMME :

1^{re} Partie. CHANT

Avec le concours de

Marcelle Gauthier
Solène
Denise Luciani

Géo Robert
Brubach
Coladan
Aimée Morin
Line de Tarbes
La Varenne

Loréal
Tozini
Lorenzo

Le Piano sera tenu par Mme CORO

2^e Partie

La Phalange Artistique, interprétera

Les Balances

de Courteline

On trouve des cartes à la Librairie 9, rue Louis-Blanc.
Prix d'entrée : 3 francs.

Sus aux mercantis du meublé

Le Présent - L'Avenir

Ouvrons une parenthèse. Jetons un coup d'œil sur le Paris d'à présent, pour nous faire une idée d'ensemble sur la question devenue tragique de l'habitation humaine...

Lorsque le soir tombe, lorsque l'incendie de la réclame capitaliste inscrit ses lettres de feu au faite des immeubles, aux fenêtres, aux balcons, à la devanture des grands et petits magasins, ne vous est-il pas advenu de songer, comme le Diable de Gil Blas, à soulever les toits de la cité pour regarder dans le secret des demeures et pour savoir comment vivaient les fournis de cette fourmière immense aux mille alvéoles spacieuses ou minuscules ?

Voici le Bois, voici Auteuil et Passy, voici les Champs-Élysées où les riches, peu touchés par la crise des loyers, car ils ont du numéraire en papier à pouvoir en allumer leurs cigares de luxe, dont les hôtels somptueux ferment leurs portes de fer forgé derrière lesquelles des valets engraissés montent une garde dolente.

Voici les quartiers commerciaux, la Bourse, les boulevards, le Sentier, où d'immenses locaux bons à loger des familles entières, servent de bureaux à des mercantis, dont les enfants stériles sont des machines à écrire, des machines à calculer, des coffres-forts muets froids comme la fortune aveugle.

Voici le boulevard Saint-Germain et la rue de Rivoli, avec leurs ministères que l'ombre envahit et qui sentent le papier moisi, noirci dans la journée par des commis qui se font les ongles avec un grattoir, et où flotte encore le relent de poudre de riz des dactylographes aux toilettes de courtisanes.

Voilà, du premier au vingtième arrondissement, les petits appartements et les logements où vivent et meurent les petits bourgeois pontuels aux idées étroites comme les vestons qui les serrent, qui dorment du sommeil placide où ne passent ni les rêves de la bonté, ni les songes du progrès, ni les désirs de la justice.

Quelques ménages ouvriers, à Belleville, à Montmartre, au Faubourg Saint-Martin, à Grenelle, ces hauteurs et ces plaines d'où viendra la révolution, ont trouvé le home libre, le home modeste, où ils ont mis quelques meubles, fruits de leurs économies. Et cependant, ce n'est point ce qu'il leur faudrait, le loyer est trop cher et le cube d'air souvent insuffisant !

Mais les parias, les damnés du logis, ce sont ceux qui marchent, dans la nuit, vers ces phares verts, bleus et rouges, sur lesquels se lisent ces mots fatidiques : *Hôtel meublé* !

A chaque pas, on rencontre un de ces immeubles semblables à des maisons de plaisir, et qui sont des géhennes où haletent des individus et des familles, sous le sceptre du ténor, à qui ils versent, chaque semaine ou chaque mois, et parfois chaque jour, une redevance abominable !

Comme les grandes banques, ces usines du sommeil ont envahi la ville, empiétant sur les maisons à locaux libres, envahissant tout, dévorant tout, allant de compagnie avec les assommoirs aux phonographes gueulards, avec les bordels aux vitraux obscènes.

Proletaires, un jour viendra où vous vous débarrasserez de cette tutelle tyrannique, où vous saurez, de vos mains, vous construire la maison aérée et riante qui sera l'expression architecturale de votre mentalité libérée !

Cette ville tentaculaire, qui brille dans la nuit comme un faux diamant, ne sera plus qu'un souvenir. Ces lumières de mensonge seront éteintes à jamais, et les hommes se souviendront avec horreur de « l'ère des mercantis », de l'ère brutale où l'on ne pouvait goûter un minimum de bonheur qu'avec un maximum de papier vit représentatif d'une société mercenaire, où l'on ne pouvait se tenir dans des tombeaux meublés qu'en passant sous les fourches caudines des barons de la lanterne et de la clef !

L'avenir montrera que les hommes, las d'une attitude d'esclaves, sauront accomplir les actes nécessaires pour se délivrer des exploiteurs barbares.

Les flammes de la nuit, sur le Paris où grondera la colère du peuple, annonceront la fin d'un monde et l'écroulement des cariatides au rictus de Gorgones qui le soutenaient de toutes leurs forces autoritaires !

Guy SAINT-FAL.

Sous-marins pour la Pologne

La Pologne continue ses armements contre « la menace germano-bolcheviste », selon la *Liberté*.

La Pologne aura tort de se gêner, car c'est la France, c'est-à-dire nous qui payons...

Ainsi, conclut avec emphase le journal de la réaction policière, les frontières de mer polonaises seront placées sous la protection de sous-marins de fabrication française.

Et il ajoute : « Voilà, au moins, une garantie sérieuse de paix internationale. » Une garantie sérieuse de paix internationale ? Que non pas... Mais, pour sûr, une garantie de profits aux fabricants de canons et de plaques de blindage. Et une menace sérieuse pour la paix internationale.

A la veille du Congrès

L'objet le plus discuté, le plus discuté de notre prochain Congrès, sera inévitablement l'organisation anarchiste.

Je comprends et je prévois quelles seront les thèses que nous apporteront les antagonistes. Elles ne datent pas d'aujourd'hui et sont éternelles.

La crainte de constituer le « parti » sera l'obsession, le diable, pour de nombreux compagnons.

Mais tout cela ne tient pas devant la logique et les enseignements de ces derniers événements, à moins qu'on ne veuille faire de l'anarchisme une politique de verbalisme plus ou moins rhétorique.

Nous avons besoin, nous ressentons le besoin d'autre chose.

Normalement, étymologiquement, qu'entend-on par parti ?

Tous répondent : la coalition de tous ceux qui approuvent une certaine ligne de conduite politique idéologique.

Or les anarchistes diffèrent de tous les partis politiques par la forme hiérarchique qu'ils imposent à ceux-ci leur structure dictatorial, mais ils constituent, moralement, un parti en tant que partisans de l'Anarchie.

Mais il y a plus encore. Les anarchistes militants constituent un véritable parti politique à discipline morale, non dans le sens que Machiavel donnait à la politique, c'est-à-dire « l'art de gouverner les peuples », mais dans le sens de la lutte pour la liberté.

En fait, quand les anarchistes se sont agités pour la libération de Cottin, de Sacco et Vanzetti, de Mateu et Nicolau, etc., ils n'ont fait qu'une agitation essentiellement de nature politique.

Les agitations économiques, elles-mêmes, quand elles rompent le cercle des corporations et se généralisent jusqu'à menacer le pouvoir constitué, comme par exemple la grève générale à tendance insurrectionnelle, elles rentrent sur le terrain politique, non dans le sens qu'il leur est de la politique, mais parce qu'elles attaquent directement l'agent politique du patron, qui est le gendarme, l'Etat.

C'est là une des raisons pour lesquelles les anarchistes n'ont jamais cru à la valeur du syndicalisme pur, moyen et fin.

Au prochain Congrès, il est nécessaire d'approfondir, d'analyser, de concrétiser l'argument de l'organisation anarchiste.

Surtout il ne faut pas craindre les critiques, car lorsque celles-ci sont une forme concrète de l'esprit analytique du militant, elles sont indispensables ; autrement elles tombent misérablement.

Il faut partir du concept que le parti anarchiste est à l'opposé de l'esprit autoritaire par les fins et les moyens qu'il se propose. Ainsi, tandis que, dans notre parti, doit dominer le mot « coordination », dans le parti autoritaire, par sa structure organique en relation avec les buts qu'il se propose, domine le mot sacramentel d'« ordre ».

Dans le sens réel de ces deux mots réside

toute notre différence avec les autoritaires. Il faut que les camarades qui, au prochain Congrès, seront appelés à discuter sur l'organisation anarchiste, en tiennent sérieusement compte.

L'organisation anarchiste, est-elle nécessaire ?

Celle-ci non seulement est nécessaire, mais encore, par l'expérience de ces derniers temps, elle est devenue indispensable.

Sans notre organisation, il n'est pas possible de développer notre mouvement et d'entreprendre une agitation quelle qu'elle soit.

Nous qui jadis ironisions les autoritaires, nous démontrons, dans la pratique, que nous ne savons pas faire mieux qu'eux.

Il est indéniablement prouvé que sans une organisation qui coordonne les efforts de chacun de nous, nous ne pouvons entrer en bataille avec notre drapeau, et nous serons, comme par le passé, sujets au honteux compromis ou à l'inaction blâmable.

Si, durant cinquante années d'active propagande, nous avions pensé à nous organiser, les autoritaires ne feraient pas aujourd'hui ce qu'ils font et les fruits de notre propagande et de nos sacrifices n'auraient pas été rendus nuls par l'incoordination.

On dira que nous ne tenons pas compte de la liberté individuelle que l'organisation nie. C'est une insinuation dont il n'est pas sérieux de tenir compte.

Il faut penser aux expériences russe et italienne.

En Italie, les buts de l'organisation anarchiste qui n'avait pas pris racine étaient contrefaits et exagérés par ceux qui, aujourd'hui, n'étant pas capables de s'entendre et de travailler pour s'entendre entre anarchistes, ne dédaignent pas l'adhésion à n'importe quel groupement politique antiautoritaire.

Au contraire, les anarchistes organisateurs doivent être capables de constituer des groupements sur lesquels, à un certain moment de la lutte, puissent converger toutes les énergies pour la liberté.

L'Union Anarchiste ne doit pas être un quelconque exécutif mais une véritable centrale téléphonique où l'on recherche et où l'on donne des communications et non des ordres.

En outre de l'organisation anarchiste, le Congrès sera appelé à se prononcer sur le sujet du *Libertaire*.

Personne, je le crois, ne sera contraire à la parution quotidienne du *Libertaire*. Mais sur les modes de cette parution, il y aura beaucoup à dire. A mon avis, l'emplacement du journal n'est pas toujours utilisé comme il le faudrait, surtout la quatrième page.

La rédaction craint peut-être de paraître autoritaire en écartant certaines prises de bec inutiles entre « personnalités » et certaines tirades vides de sens ? A mon avis elle aurait tort.

VIOLA.

L'école primaire dépoter de la caserne et des sports professionnels

FAUT-IL DESESPERER DE LA JUSTICE REPUBLICAINE ?

Lorsque je fus déplacé de Bagnole pour avoir refusé mes élèves à un ex-instructeur militaire municipalisé, agréé par la direction de l'enseignement primaire pour saboter le fonctionnement normal de l'école et l'éducation intellectuelle et... physique des enfants, qui les « MASSACRAIT », pour parler comme l'honnête M. Rey-Golliet, je fis appel à la section socialiste (S.F.I.O.) de Bagnole, à laquelle j'appartenais, pour qu'elle demandât avec moi que je fusse traduit devant le Conseil départemental. Cet organisation soit-dit socialiste, me refusa ce minimum d'assistance et d'équité. Je demandais à être jugé et à m'expliquer publiquement pour me défendre. Pensez un peu, quelle audace ! Une telle conduite suffit à juger une organisation.

Plus tard, lorsque M. le directeur de l'enseignement voulut bien m'informer, après une campagne de presse, que M. l'inspecteur primaire Rumeault avait demandé pour moi la peine de la réprimande, je lui écrivis en le priant de remercier chaleureusement M. Rumeault de la nouvelle preuve d'intérêt qu'il voulait bien me porter et en l'assurant que je comparais avec plaisir devant le Conseil départemental, pour faire la preuve que le rapport de ses enquêteurs constituait un faux. Et, afin d'éviter que la justice qui semblait enfin devoir s'éveiller, ne se rendormit, j'appelai à mon aide la Ligue des Droits de l'Homme et son vénéré président, notre Maître Ferdinand Buisson.

Le Comité central de la Ligue pria la section de Bagnole de la Ligue des Droits de l'Homme de commencer une enquête. Ici, il faudrait la verve d'un Courfelin, pour narrer les chasses et décrire la composition de cette section.

Je dus d'abord recuser celui qui prétendait présider l'enquête et je découvris que le vice-président de la section était... le maire de Bagnole...

Certains autres membres de la section sont les êtres les moins fiers du droit que la terre puisse porter. La présence de certaines individualités au sein de la section de Bagnole de la Ligue des Droits de l'Homme est un défi aux principes les plus élémentaires du Droit et de la Justice. On pourrait croire qu'on les avait recolés pour la circonstance. Voyez d'ici, M. Ferdinand Buisson, combien je me sentais assez peu rassuré au milieu de ces gens. J'étais tombé dans un véritable guet-apens.

Il n'y a certainement pas deux sections semblables de la Ligue des Droits de l'Homme en France. Je puis démontrer aisément ce que j'avance.

Et maintenant, M. Ferdinand Buisson, mon cher et vénéré Maître, je vous prie de me faciliter, par importe le lieu, la tâche que je me suis assignée : démontrer qu'il faut absolument débarrasser l'école des rebus de la caserne et des sports professionnels (depuis vingt ans, les instituteurs ont fait des stages à Joinville) ; rendre ces rebus à l'activité sociale nationale ; faire disparaître ces services parasitaires qui président au sabotage du fonctionnement de l'école et de l'éducation physique scolaire ;

rendre à l'inspection médicale scolaire le contrôle de l'éducation physique scolaire ; rendre à l'inspection médicale scolaire le contrôle de l'éducation physique scolaire qui est de son ressort.

Dans notre chère école primaire, pour cette enfance qui nous est chère, il y a encore beaucoup à faire, pour que l'école devienne meilleure, pour que les écoliers tirent le maximum de profit de l'école renouée, pour que l'école cultive amoureusement, partant plus rationnellement, l'humanité de demain.

Pour nous, instituteurs libertaires, qui sommes à l'avant-garde extrême de l'armée républicaine, à chaque jour suffit sa tâche. Il faut que l'organisation du sabotage de l'école disparaisse au plus vite.

Maurice JABOUILLE, Instituteur public.

(A Suivre.)

Le combat des mercantis pour la vie chère

De partout affluent les renseignements qui prouvent dans le clan des affameurs une activité de plus en plus grande.

A la Bourse de Commerce de Lille, les industriels, négociants et courtiers du Nord s'organisent pour tenir mieux en mains le marché des blés et des céréales. Et à Blois, ces messieurs menacent.

Deux cent cinquante délégués du Syndicat de la Boulangerie du département du Loiret ont émis un vœu dans lequel ils déclarent que « Si le pain n'est pas immédiatement augmenté de dix centimes par kilogramme dans le département, les boulangers fermeront au fur et à mesure de l'épuisement du stock des farines restant encore dans le magasin de chaque membre du Syndicat. »

Toutes les audaces leur sont permises, puisque ce n'est qu'avec des politesses infinies que le gouvernement réprime les menées des accapareurs. Il faut vraiment pour exciter les foudres du Bloc des Gauches exagérer et cherner dans les bégonias. Et cet important Moulin de l'Oise contre lequel on enquête, mais dont on ne veut pas livrer le nom.

Voici comment les voleurs légaux opèrent :

A l'annonce de la fixation du prix limite de la farine à 138 francs le quintal à partir du 9 octobre, la direction des moulins en question avait donné des instructions à ses courtiers pour annuler chez leurs clients, les boulangers de Paris et de banlieue, les marchés passés à 138 francs et au-dessous.

Attendez quelque temps encore, leur avait-on dit, et livrez aux prix de 145 et 147 francs.

En outre, à un certain moment, bien qu'ils prétendissent manquer de blé, les moulins avaient prêté à livrer leur farine à des prix plus avantageux à certains boulangers, pâtisseries et fabricants de pâtes.

Et les résultats de la politique de condescendance du gouvernement sont visibles : le pain augmente partout. A Dijon il passe à 1 fr. 35, à Chambéry il est à 1 fr. 40, et il bat tous les records dans le Var où il atteint 1 fr. 70, trente-quatre sous le kilo. Ça va, ça va, Herriot ! La lutte contre la vie chère continue !

Locataires, attention !

1re Question : Etes-vous locataire d'avant-guerre et votre propriétaire ne vous a-t-il jamais signifié congé ?

Réponse : Attendez d'avoir reçu congé et dans les vingt jours du congé notifié à votre propriétaire une demande de prorogation par acte extra-judiciaire, autrement dit par exploit d'huisier, en vertu de l'article 56 de la loi du 9 mars 1918.

Le fait d'avoir accepté une augmentation antérieure ne met pas obstacle à votre droit à la prorogation à la condition, bien entendu, que vous n'ayez jamais reçu congé antérieurement et que vous n'ayez pas signé d'accord antérieur à votre propriétaire relativement à la prorogation (loi de 1918).

2e Question : Locataire d'avant-guerre, bénéficiez-vous actuellement d'une prorogation ?

Réponse : Si votre prorogation en cours ne vous permet pas de vous maintenir dans les lieux jusqu'à janvier 1926, écrivez à votre propriétaire et non au gérant une lettre recommandée avec avis de réception aux termes de laquelle vous manifestiez l'intention de bénéficier des dispositions de la loi du 31 mars 1922, modifiées et complétées par celles des lois du 29 décembre 1923 et 2 août 1924, c'est-à-dire que vous désirez voir proroger votre maintien dans les lieux jusqu'à janvier 1926, en offrant, s'il y a lieu, une majoration du prix de votre location en prenant comme base le chiffre du loyer en 1914.

(Faire usage de préférence d'une carte-litre recommandée.)

3e Question : Commerçant, industriel ou assimilé, avez-vous un bail portant sur un local mixte, commerce avec habitation conliguë ?

Réponse : Si vous êtes locataire d'avant-guerre et que votre bail soit en cours, vous devez, trois mois au moins avant son expiration, réclamer le bénéfice de la prorogation quinquennale prévue par l'article 56 de la loi du 9 mars 1918.

Si, au contraire, vous êtes locataire d'après-guerre, agissez comme ci-dessus.

4e Question : Commerçant, industriel ou assimilé, avez-vous un bail portant sur un local exclusivement commercial, industriel ou professionnel ?

Réponse : Si vous êtes locataire d'avant-guerre, vous devez, trois mois avant l'expiration de votre location, réclamer le bénéfice de la prorogation quinquennale prévue par l'article 56 de la loi du 9 mars 1918.

Si, au contraire, vous êtes locataire d'après-guerre et que votre bail soit expiré ou arrivé à expiration en janvier 1925, il importe avant le 2 novembre 1924 que vous adressiez à votre propriétaire, par carte-litre recommandée avec avis de réception, une demande de maintien jusqu'à janvier 1926 moyennant majoration s'il y a lieu qui, à défaut d'accord, sera fixée par le tribunal compétent, en conformité de l'article 10 de la loi du 31 mars 1922.

5e Question : Avez-vous, sur le jeu de la loi du 29 décembre 1923, obtenu une prorogation jusqu'en janvier 1925 ?

Réponse : Si vous n'avez pas encore formulé de demande de prorogation, il est indispensable que vous la formuliez avant le 2 novembre 1924, car à défaut vous seriez forcé.

6e Question : Avez-vous conclu avec votre propriétaire un accord amiable sans fixer de terme à cet accord ?

Réponse : Trois cas principaux peuvent se présenter :

a) Vous étiez en possession d'un bail terminé, d'accord avec votre propriétaire vous avez convenu d'un nouveau prix pour continuer à occuper les lieux. Vous êtes devenu locataire verbal et votre propriétaire peut faire cesser cette nouvelle location doit vous donner congé. Par conséquent, aucune demande à faire pour l'instant. Attendez d'avoir reçu congé pour formuler une demande de prorogation.

b) Vous étiez en possession d'une prorogation qui est terminée, vous avez accepté à l'expiration de cette prorogation une augmentation du prix de votre location. Attendez d'avoir reçu congé pour notifier votre demande de prorogation.

c) Votre propriétaire vous a donné congé à une certaine époque. Pour annuler les effets du congé vous avez accepté une augmentation. Le fait d'accepter une majoration constitue de nouvelles conventions auxquelles il ne peut être mis fin que par un congé.

Donc, comme ci-dessus, attendre le congé pour notifier la demande de prorogation dans les vingt jours.

7e Question : En difficulté avec votre propriétaire, les multiples incidents de justice vous ont empêchés de vous adresser à votre expulsion a été fixée à une date antérieure au 2 novembre 1924, à votre propriétaire une lettre recommandée avec avis de réception revendiquant le bénéfice de la loi du 2 août 1924.

Observations : La prorogation accordée par les tribunaux en vertu de la loi du 2 août 1924 est facultative, c'est-à-dire qu'elle n'est pas de droit. En effet, le propriétaire, s'il appartient à l'une des catégories déterminées à l'article 13 de la loi du 31 mars 1922 et en invoquant un motif légitime, peut obtenir pour lui-même la reprise de possession des lieux. En tout cas, la prorogation, lorsqu'elle est accordée par le juge, ne peut être inférieure à six mois, mais elle est renouvelable à la condition que le locataire en formule la demande au propriétaire trois mois au moins avant l'expiration de la prorogation acquise.

Nota. — Il serait utile que les locataires qui ont des doutes sur leur situation s'adressent à des organismes de défense de la cause des locataires particulièrement spécialisés dans ces questions d'ordre juridique.

Les ministres se promènent

Ils voyagent gratis, ils sont nourris aux frais de la princesse, ils prononcent des discours. La semaine ne suffit pas et nos ministres du Bloc des gauches suivant l'exemple de ceux à Poincaré, passent leurs dimanches à jeter au quatre coins du pays leurs paroles officielles. Deladier était hier à Montpellier, Chautemps à Evreux et Duménil à Brest.

Qu'ont-ils dit ? Rien. Mais que Chautemps prenne garde. Evreux a coûté cher à Millebrand et il devrait se souvenir que trop parler nuit.

La découverte de Jagadis Chandra Bose et le Végétalisme

Les recherches du grand savant hindou Jagadis Chandra Bose sont encore bien peu connues. La science officielle a longtemps repoussé ses conclusions trop imprévues et touchant trop profondément au problème de la vie. La revue *Europe* en a donné un aperçu dans son numéro de juin 1924.

Je résumerai rapidement ces conclusions, d'où l'on peut tirer des remarques à l'usage des végétaliens en général et des crudivores en particulier.

Bose, physicien, poursuivant des recherches sur les ondes hertziennes, s'aperçut un jour que ses récepteurs manifestaient une « fatigue » dont il ne put déceler la raison. De ses essais autour de cette remarque naquit la vision, justifiée ensuite par des expériences menées avec la minutie la plus impersonnelle, d'une sensibilité universelle, possédée par toute matière, quelle que soit sa forme, vivante et non vivante, et se manifestant par des réactions électriques mesurables.

Poursuivant ses études, Jagadis Chandra Bose put vérifier son intuition que toutes les réactions des plantes étaient les mêmes que celles des animaux, « pareilles par les conditions de leur genèse et pareilles en leurs modalités ».

Les mouvements des plantes ont longtemps passé inaperçus à cause de leur très minime amplitude. Bose eut le grand mérite d'avoir inventé de très nombreux appareils capables de déceler ces mouvements, et d'avoir doté ces appareils de systèmes enregistreurs qui donnent aux expériences toute l'impartialité désirable.

A l'aide de ces instruments, Bose constata l'existence d'un « cœur végétal » d'un tissu pulsatile avec systole et diastole correspondant exactement aux pulsations d'un cœur animal. Il constata l'état fébrile d'une plante blessée, et la cessation de la fièvre quand la blessure est cicatrisée. Le chloroforme a sur les plantes la même action que sur les animaux ; on peut faire subir à une plante, en l'anesthésiant au préalable, une opération qui, ordinairement, la tuerait.

De telles conclusions réduisent à néant l'argument sentimental des végétaliens, qui s'abstiennent de manger de la viande pour ne pas faire souffrir les animaux. S'il est démontré que toute plante possède un influx nerveux analogue à celui des animaux et réagit identiquement à toute influence extérieure, on inflige autant de souffrance en coupant une salade ou en croquant une carotte qu'en fusillant une innocente perdrix. Du moins, s'il y a douleur infligée, ce fut jusqu'ici sans cruauté, puisque cette douleur n'était pas connue, puisque, en tout cas, le sacrifice de voir le sang répandu n'existait pas.

Mais à présent, végétaliens, mes frères, il vous faudra trouver d'autres raisons — et elles ne manquent pas : esthétiques, économiques, hygiéniques — pour justifier votre abstention de l'alimentation carnée.

Mais voici une autre conséquence des découvertes de Bose. Le savant hindou vérifia la correspondance des réactions animales et végétales jusque dans l'agonie et le spasme de la mort. Je cite ici l'article G.E. Monod-Herzen, auquel j'ai déjà fait allusion : « Le volage d'un spasme végétal est parfois considérable. Bose a montré que celui d'un petit pois peut aller jusqu'à un volt. Il s'ensuit que si cinq cents petits pois pouvaient être reliés par ce qu'on appelle, en physique, un montage en série, leur mort, dans l'eau chaude, vers 60°, électrocuterait le cuisinier ! »

Cette dépense d'énergie, qui se produit lorsque les plantes meurent par la cuisson, n'a pas lieu lorsqu'elles sont consommées crues. La mort se produit alors à l'intérieur de notre organisme, et le résultat pratique a déjà été remarqué, puisqu'on a constaté, sans l'expliquer jusqu'ici, combien le crudivore était un régime étonnant. La force dégagée par le spasme d'un animal peut être très rarement utilisée ainsi ; il n'y a guère que les moulins et les huîtres qui aient le triste privilège d'être dévorées toutes vivantes par l'espèce humaine.

Donc, si les crudivores doivent renoncer à faire exception à la loi de la vie, qui est de tuer pour persévérer dans l'être, ils peuvent trouver dans les découvertes de Bose une nouvelle et heureuse justification de leur régime, au point de vue de l'hygiène et de la production des forces et de l'activité.

P. M.

L'éloquence à bon marché

Les maires, secrétaires de mairie, instituteurs et autres personnages officiels d'aussi mince importance, ont reçu ces jours-ci un prospectus ainsi conçu :

« Le Cérémonial du Souvenir français, 85 discours prononcés les 1er et 11 novembre, pour magnifier les morts de la France et les anciens combattants des armées de terre et de mer. »

« Le Cérémonial de la Grande Guerre, 75 éloges funèbres et discours, pour inauguration de monuments, éloges funèbres d'officiers, sous-officiers et soldats, etc. »

« Chaque cérémonial : 10 francs. »

« Ces discours ont été composés par des hommes dont le talent et l'autorité ont consacré la réputation (ministres, sénateurs, préfets, professeurs, etc.). »

« Ils pourront souvent être prononcés textuellement... »

J'en passe.

Voyez-vous M. le maire de Fouilly-les-Oies prononçant, pour inaugurer le monument aux morts de sa commune, tel discours de Poincaré ? L'auteur du prospectus, compilateur des *Cérémoniaux*, doit être un humoriste et, pour mieux le prouver, n'a-t-il pas eu l'idée d'ajouter, comme les négociants en petits objets de caoutchouc rose et d'éponges mignonnettes : « Envoi discret sous enveloppe sans signe extérieur. »

Politiciens de clocher, officiers de tout poil, qu'attendez-vous pour éblouir de votre éloquence les foules admiratives ?

Una rivoluzione mancata di A. BORGHI

Cronistoria documentata della reazione antiperla in Italia dal Crispismo al Mussolinismo.

Prezzo : 7 francs.

In vendita alla Libreria Sociale, 9, rue Louis-Blanc.

Nos échos

On taxe les paysages.

La loi de l'argent a multiplié les taxes. L'Etat autoritaire fait flèche de tout bois. Il ressemble à un archer désespéré qui ne réussit point à enfoncer la pointe dans le rond inaccessible d'un budget lointain.

Les artistes, qui logent souvent le diable dans leur bourse, ne peuvent plus désormais s'installer dans le parc de Saint-Cloud pour y prendre un croquis ou y ébaucher une aquarelle qu'en acquittant une taxe spéciale, en payant « une permission de peindre ou dessiner » dont le prix est de 1 franc.

Voilà qui est abusif. Il faut laisser le soleil jeter ses pièces d'or dans les feuillages, pour la plus grande joie des yeux, et ne pas monnayer stupidement les beautés naturelles...

©©©

Exploiteurs de crimes.

Ce sont ces forbans de la plume qui tissent des feuilletons malodorants sur les drames des cours d'assises, en cette époque de l'année où Thémis revêt son hermine tachée de sang et fait jouer ses balances à faux poids.

Que ce soit pour des escrocs de haut vol, comme ils disent, pour des voleurs ou pour ce Seznec aux réparations ironiques, ils trouvent des couplets et des refrains pour toucher les cordes basses de la sensibilité humaine, ce violon dont ils abusent parce qu'il est leur gagne-pain.

Au lieu de rechercher des remèdes à ces plaies sociales, ils enveniment le mal, ils en font un microbe ravageur.

A cela, il est une raison : il s'agit de détourner, par des historiettes, l'attention du peuple et de lui conter l'Auberge de Peirebeille, pour lui faire oublier le pain cher et le meublé hors de prix.

©©©

Circuler vite.

La vie « à outrance » a créé la circulation folle.

Les hommes déments sont venus s'entasser dans des villes trop étroites où ils brisent leurs désirs cruels contre des murs, où meurent leurs illusions.

Dans leurs machines à tuer le temps, ils ressemblent à des bourdons qui vont de ci, de là, anéantissant de la vie, créant de la souffrance, pour satisfaire leur soif de lucre.

M. Jean Varenne voudrait résoudre le problème de la circulation parisienne.

Or, ce problème est celui de « la conception même du bonheur humain », c'est-à-dire la création d'une vie simple, sincère, normale, libérée des préjugés, où, pour se faire du large, on n'ait pas à jouer des coudes ou à écraser les autres d'un tour de roue affolé !

Le prix de la Vanité

« La loi de finances de 1925 prévoit, dans son article 117 l'établissement d'un droit sur les diplômes d'officier de l'instruction publique : 20 francs pour le premier, 40 pour l'autre. La même disposition législative spécifie que le port du ruban ou la rosette violette ne sera autorisé qu'après délivrance du diplôme de cette distinction universitaire. Aussi bien, le diplôme ne pourra-t-il être délivré que sur production du récépissé de versement des droits. »

« On évalue à 100.000 francs par an le montant des encaissements supplémentaires que vaudra au Trésor l'adoption de la mesure proposée, et qui ne toucherait point les membres du personnel enseignant. »

Voilà qui va faire verdir la face vaniteuse des chamarrés de tous les ordres.

Parions qu'il ne s'en trouvera pas un pour filer à l'anglaise et se dérober au fisc.

Leur maladie vaniteuse ne sera pas guérie par cette injection intra-veineuse d'un impôt sur les rubans.

100.000 balles sur les m's-tu-vu de l'Académie, de la chevalerie et du poireau, vni, c'est assez trouvé !

Ils pourront agrémenter leurs rosettes d'une petite pièce d'or en forme de pendentif, semblable à ces hochets qu'on vend à la fête à Montmartre.

Parions que ce malin d'Herriot a voulu pallier à cette redondance la malséante augmentation des frais de justice qu'il nous annonce.

Le prix de la vanité ne nous fera pas oublier les retenues injustifiées sur les pauvres gens.

N'oubliez pas

la thune mensuelle !

LES SPECTACLES

Opéra. — 20 h. 15 : Nerto (première représentation).

Opéra Comique. — 20 heures : La Tosca ; Cavalleria Rusticana.

Gaité-Lyrique. — Les Cloches de Corneville.

Trianon Lyrique. — 20 h. 30 : Vêronique.

Comédie-Française. — 20 h. 15 : Maman Colibri.

Odéon. — 20 h. 30 : Le Barbier de Séville ; L'Anglais ou le Fou raisonnable.

Porte-Saint-Martin. — L'Amour.

Nouvel Ambigu. — Napoléonette.

Comédie des Champs-Élysées. — Knock ou le Triomphe de la Médecine, La Scintillante.

Studio des Champs-Élysées. — A l'Ombre du Mal.

Femina. — La Chauve-Souris.

Théâtre des Arts. — La Rivale de l'Homme.

L'Atelier. — Matinée et soirée : Chacun sa vérité.

Théâtre de Paris. — 20 h. 30 : La Tentation.

Théâtre National Populaire. — Relâche.

L'Atelier. — Le Veau Gras.

CABARETS ARTISTIQUES

Le Grenier de Gringoire. — Les poètes, chansonniers et Charles d'Avray dans ses nouvelles chansons.

Le Coucou — J. Moy : Noël-Noël : la revue.

La Vache-Enragée — Maurice Hallé et les chansonniers.

Doux-Anes. — Hô ! ris haut !

A travers le Monde

CE QUI SE PASSE

A QUOI BON LA REICHSWERH ?

M. Gessler, le ministre allemand de la défense nationale, dans une conférence sur « la puissance défensive de l'Allemagne » a déclaré que « l'armée actuelle du Reich n'est même pas en état d'assurer la protection des frontières allemandes, et la marine peut à peine suffire à la tâche qui lui incombe de défendre le littoral. »

« On me demande souvent, a dit Gessler : — A quoi sert alors cette armée ? Pourquoi ne pas la transformer purement et simplement en une force de police ? »

« Voilà des questions auxquelles je vais essayer de répondre. De deux choses l'une : ou bien les autres puissances exécuteront, à leur tour, les obligations qui découlent du traité de Versailles, et qui stipulent que le désarmement de l'Allemagne doit être la première étape du désarmement général, ou bien un changement doit se produire dans la situation politique qui permettra au Reich de constituer une armée répondant à cette situation internationale d'une part, et à notre situation géographique d'autre part. Dans les deux cas la Reichswahr doit être conservée, car elle seule maintient dans la nation allemande les « vertus guerrières » et les connaissances militaires indispensables. »

En d'autres termes, cela veut dire : Si les autres puissances européennes désarment, nous licencierons la Reichswahr. Sinon, elle demeurera le noyau d'où sortira une armée de guerre.

Et puis, le général Gessler le dit en des termes fort enveloppés, la Reichswahr sociale en Allemagne.

Est destinée à contrecarrer la révolution d'armée, est moins coûteuse qu'une grande armée, mais aussi nuisible et néfaste pour le pays. Telle est la conclusion logique que nous tirons de la conférence de Gessler.

ANGLETERRE

LA FOIRE ELECTORALE

L'incident soulevé par la publication de la lettre de Zimovitz est loin d'être clos, et chaque parti politique commente à sa façon l'attitude de Mac Donald à ce sujet.

Toutefois, malgré l'émotion produite dans le pays, la campagne électorale se poursuit, et les travaillistes espèrent encore reprendre leurs places sur les bancs gouvernementaux. Les prévisions du Labour Party sont assez optimistes, puisqu'il pense détenir 238 sièges dans la prochaine assemblée.

Le journal du dimanche, Reynolds, déclare qu'on s'attend à ce que le gouvernement travailliste se présente devant la nouvelle Chambre et attende d'être battu sur une question d'importance capitale avant de démissionner.

D'après ce journal, si les travaillistes n'ont pas une majorité indépendante, l'occasion de se retirer sera fournie au cabinet Mac Donald par la discussion de l'adresse en réponse au discours du trône.

Attendons donc jusqu'à mercredi prochain pour savoir qui des conservateurs ou des travaillistes décrocheront la timbale, car les libéraux n'ont aucune chance d'arriver au but. Mais que les uns ou les autres triomphent, la situation économique du prolétariat n'en sera pas changée.

LE KU KLUX KLAN ANGLAIS TROUBLE UN MEETING ELECTORAL

Londres, 26 octobre. — Le Ku Klux Klan, qui soutient M. Lloyd George, a troublé hier un meeting électoral organisé par M. Zimmern, candidat travailliste à Nedin (Pays de Galles).

Les membres du Ku Klux Klan, vêtus de blanc et coiffés de la cagoule, ont fait irruption dans le hall au moment où les partisans de M. Zimmern prenaient la parole.

On déclare qu'ils ont voulu faire échouer cette réunion par représailles.

CHINE

LA GUERRE EST-ELLE TERMINEE ?

Quelles sont les intentions du général chrétien Feng ? L'on pouvait penser tout d'abord qu'il allait faire table rase du gouvernement actuel et établir avec les autres dictateurs de province un gouvernement

« d'Union Sacrée ». Il n'en est rien. Le nouveau dictateur ne semble pas avoir l'intention de se désolidariser du pouvoir central, et ce qui est probable c'est qu'il a voulu prendre la place de Wu-Pei-Fou.

Il a demandé aux membres du cabinet de conserver leurs postes, et sauf le ministre des finances qui est en fuite, tous les autres ministres restent en fonction, et Feng a en outre déclaré qu'il protégera de tout son pouvoir le président de la république chinoise, qui vient de donner sa démission.

D'autre part, les nouvelles d'agences sont si contradictoires qu'il est difficile d'être fixé sur la situation exacte de la Chine. Certaines dépêches annoncent que le général Feng a l'intention de porter un coup décisif aux armées du dictateur mandchou Tchang-Sou-Lin, et d'autres qu'il a fait appel à lui et à Sun-Yat-Sen pour assister à une conférence de paix.

Quant à Wu-Pei-Fou que l'on déclarait en fuite, une mission lui aurait été offerte par le nouveau dictateur.

En tous cas la situation est calme pour le moment, et les combats sont arrêtés. Espérons qu'ils ne reprendront plus, et que les troupes se retireront à poursuivre cette tuerie qui ne profite, comme toujours, qu'à certains groupes de financiers qui y trouvent leurs intérêts !

RUSSIE

HERRIOT VA RECONNAITRE LES SOVIETS

M. Herriot, président du Conseil français, digne représentant de la bourgeoisie républicaine va, dans les premiers jours de cette semaine, reconnaître de jure le gouvernement des Soviets.

L'humanité, « grand journal des masses », ne va pas manquer à cette occasion de clamer à tous les échos que c'est sa campagne et la volonté du peuple qui ont obligé Herriot à prendre cette position. La vérité est plus simple, et c'est sans doute la raison pour laquelle tant de travailleurs ne veulent pas l'admettre.

MM. Herriot et de Monzie, défendant les intérêts d'une certaine fraction de la bourgeoisie, considèrent qu'il y a de l'argent à gagner en Russie pour le capitalisme français, et c'est l'intérêt seul de la bourgeoisie qui a pesé dans les décisions du gouvernement français.

D'ailleurs, nous pouvons être convaincus que si la République russe était encore à l'heure actuelle un danger pour le capitalisme international, aucun gouvernement ne consentirait à la reconnaître.

Voilà ce que ne veut pas comprendre le troupeau d'aveugles qui suit les chefs du P. C. Nous espérons néanmoins que la reconnaissance par la France du gouvernement des Soviets n'obligera pas le pauvre ouvrier de Russie à payer au capitalisme français les 13 milliards de dettes contractées par le régime tsariste. Ce serait une honte qu'un prolétariat aussi misérable que celui de Russie soit obligé de travailler pour rembourser des emprunts dont il n'a bénéficié en aucune façon. Mais hélas ! il faut s'attendre à tout et ce sont justement les concessions successives du gouvernement russe à la bourgeoisie qui nous font craindre pour l'avenir de la classe ouvrière de ce pays.

ITALIE

DECLARATIONS D'UN MEGALOMANE

Parlant aujourd'hui à Basto Arsizio, M. Mussolini a déclaré, notamment :

« Nos adversaires devront se persuader que le gouvernement actuel est solide et fort, moi, je suis encore plus solide que le gouvernement. »

« Il est en Europe des nations qui montent, d'autres qui descendent. Nous sommes de celles qui montent et, si on nous laisse travailler en paix cinq ou dix ans, l'Italie sera à la tête de la civilisation mondiale. »

UNE CONCESSION ITALIENNE EN RUSSIE

On annonce qu'un accord a été convenu entre l'Italie et la Russie, au sujet d'une concession dans la zone minière du bassin de Donets. La durée de cette concession serait de 33 ans.

En peu de lignes...

Le sport n'adoucit pas les mœurs

Paris, 26 octobre. — Une scène regrettable de violence, s'est déroulée ce soir à l'issue d'un match de football, sur le terrain du Cercle Athlétique de Paris à Charentonneau.

L'équipe de ce dernier club venait de battre celle du Sporting Club de Choisy-le-Roi après une rencontre correcte qui avait été arbitrée par un joueur de Choisy lorsque deux joueurs du Club battu s'indignèrent devant le résultat acquis, déchirèrent le procès-verbal du match et, à coups de chaises en fer et de barres de bois, arrachées aux balustrades se précipitèrent sur les joueurs du Club Athlétique de Paris. Deux de ceux-ci furent sérieusement blessés à la tête et aux reins et plusieurs autres reçurent des contusions moins graves.

Le prix du pain dans les Vosges

Epinal, 26 octobre. — A Bruyères, le prix du kilo de pain vient d'être porté à 1 fr. 45.

Une imprimerie détruite par le feu à Saint-Chamond

Saint-Etienne, 26 octobre. — Un incendie d'une extrême violence s'est déclaré ce matin à 9 heures dans les ateliers d'imprimerie et de cartonnage Poméon, à Saint-Chamond, à la suite d'un court-circuit. Au bout d'une heure à peine, les ateliers se trouvaient plus qu'un immense brasier.

Malgré la promptitude des secours, l'imprimerie Poméon a été entièrement détruite. Les dégâts s'élèvent à un million et demi.

Une auto s'écrase sur la voie à Saint-Cyr

Versailles, 26 octobre. — Une auto militaire conduite par le soldat Armand Chabot, du 1er groupe d'aviation à Saint-Cyr l'Ecole, ayant à ses côtés son camarade Deloy, du même régiment, et deux civils, MM. Jouan, chaudiériste à Bois d'Arcy et Roger Gilbert se disposait à franchir le pont du chemin de fer de la ligne Paris-Drèux, lorsque le conducteur de l'auto pour éviter une autre voiture arrivant en sens inverse, donna un brusque coup de volant. L'auto, projetée contre le parapet du pont du chemin de fer qu'elle défonça, vint s'écraser sur la voie ferrée.

Le soldat Deloy était tué sur le coup. Son camarade Chabot, fut blessé à la tête. L'un des civils, M. Jouan, fut blessé sur différentes parties du corps.

Il aimait trop le champagne

Ivres-morts, Robert Delafollette, 29 ans, cheminot, est étendu sur les voies de la gare de Creil, avec onze bouteilles de champagne vides autour de lui.

Revenu à lui, il reconnaît avoir volé les bouteilles dans un wagon plombé.

Enfin libres !

Aix-en-Provence, 26 octobre. — Trois détenus de la maison d'arrêt viennent de s'enfuir. Ils tressaillent eux-mêmes, avec du raphia, une corde d'une dizaine de mètres. Puis ayant ligoté et rossé le gardien, ils réussissent à prendre la large. Ils courent toujours !

L'aide maçon avait la voix trop frêle

Châlons-sur-Marne, 26 octobre. — A la suite d'un vol de bicyclette, la police vient d'arrêter un jeune homme, la machine dans l'un d'eux. Elle avait été apportée par un jeune homme. On monta pour l'appréhender, mais on fut surpris de la finesse de sa voix et de ses allures plutôt féminines.

On s'aperçut bientôt qu'il s'agissait en présence d'une jeune fille, Madeleine Liegeois, seize ans, qui, placée dans la culture par ses parents habitant Barancourt (Meuse), se sauva, se coupa les cheveux et s'habilla en homme. Pour gagner sa vie elle s'embaucha dans plusieurs chantiers d'Eprenay. Quand on remarqua ses tournures féminines elle s'enfuyait.

Le feu chez Say

Un incendie d'une certaine violence a dévoré les greniers de la raffinerie Say, 76, rue Dunois. Il fallut deux heures pour maîtriser le sinistre. Les dégâts s'élèvent à 30.000 francs. Ce n'est pas une affaire pour les spéculateurs éhontés qui ont gagné tant de millions sur le dos des consommateurs.

Trafic de monnaies

Au moment où ils portaient chez un fondeur de la rue Vieille-du-Temple 20 kilos de pièces d'argent, les frères Louis et Félix Ferrasino, 31 et 32 ans, demeurant l'un rue de la Banque, l'autre 53, rue Jules-Ferry, à Fontenay, ont été appréhendés, rue du

Parc-Royal. Ils ont avoué acheter 160 fr. en billets les 100 francs en argent.

Un bonhomme peu douillet

Vendredi, un Russe, le cuisinier Vladimir Macaroff-Jeskiouff, 40 ans, rue Gutenberg, à Boulogne-sur-Seine, demandait son admission dans une clinique de Neuilly. Il prétendait avoir été frappé, quand il rentrait chez lui, la veille au soir, à cinquante mètres de la porte de Saint-Cloud, de plusieurs coups de couteau par trois inconnus. Rentré chez lui, il ne se serait aperçu de ses blessures que le lendemain matin. C'est une affaire mystérieuse.

Incendie à Asnières

Le feu a ravagé, hier, l'atelier de peinture de l'usine Chausson, rue de l'Alma, à Asnières. Un bâtiment de cent cinquante mètres carrés a été détruit. Dégâts importants. Ni accidents de personnes, ni chômage en vue.

N'avez-vous jamais

A la suite d'une perquisition, René-Louis Audibert, 30 ans, imprimeur, 37, avenue du Docteur-Durand, à Gentilly, a été arrêté. On avait trouvé chez lui une cargaison de timbres de quittance, des timbres-poste, ainsi que des rouleaux de pièces en nickel ayant appartenu à une compagnie de transports en commun.

Interrogé, il répondit facetieusement qu'il avait, un jour où il se trouvait en fond, fait provision de timbres pour affranchir sa correspondance durant toute son existence.

Nuit de noces sanglante

Après un bon dîner qui clôturait leur journée de noces, les époux G... commencent à se prendre de querelle avec leurs invités, rue de Savies. Attirés par le bruit, des Algériens qui consommaient dans un débit voisin virent voir ce qui se passait et furent expulsés.

Comme les mariés regagnaient leur chambre, rue de Courville, ils se heurtèrent aux mêmes Algériens, à l'angle de la rue Henri-Chauffeur et de la Mare.

On ne sait ce qui se passa. Mais l'Algérien Amar Matlouf s'affaissa, atteint d'un coup de couteau au ventre. Son état est grave.

Le marié prétend avoir agi en état de légitime défense.

La guerre tue toujours

Lyon, 26 octobre. — Revenu de la guerre avec des signes de déséquilibre mental, Edouard Neyret, 33 ans, cultivateur à Saint-Chef (Isère), a tué son voisin, Paul Ricard, journalier, d'un coup de fusil.

La noce troublée

Douarnenez, 26 octobre. — Tandis que les invités célébraient le mariage de Mlle Richard en s'amusant dans la cour de son père, à l'île de Sein, ils furent attaqués par une bande d'énergumènes déguisés et masqués, qui les criblèrent de pierres. Un médecin fut appelé d'urgence pour soigner les blessés.

Rixe à bord

Dunkerque, 26 octobre. — Une rixe s'est produite à bord du navire américain *Federal*, au moment où ce bâtiment gagnait le large.

Des marins, après avoir houspillé le capitaine, se sont battus sur le pont à coups de couteau et de rasoir. L'un d'eux, Johnson, tailladé aux lèvres et à la gorge, est à l'hôpital.

PARIS ET BANLIEUE

— Avenue Daumesnil, à six heures, hier matin, en face le numéro 100, une explosion s'est produite sur la chaussée, brisant les vitres d'un immeuble voisin. Pas d'accident de personnes.

— Place Saint-Michel, un taxi renverse M. Charles Dargère, 23 ans, facteur aux Halles, demeurant 17, rue Montmartre.

— Voulu éviter un piéton, un taxi embouteilla, boulevard Poissonnière, un pylône électrique. Une voyageuse qui occupait le taxi n'a eu aucun mal.

— Une fillette de 11 mois, Andrée Liobard, confiée aux soins d'une nourrice, Mme Auclair, 27, rue de la Pyramide, à Lyon, trompa la surveillance de celle-ci, saisit une bouchée de pain, voulut l'avaler et mourut peu après, étouffée.

— Manoel Hadji, 25 ans, arrivé ce matin de Paris, a été trouvé place du Change, atteint d'un coup de couteau en pleine poitrine. Grièvement blessé, le malheureux n'a pu fournir aucune explication.

— Près du village de Gourgue (Hautes-Pyrénées), deux cyclistes se sont rencontrés au bas d'une côte rapide. L'un d'eux, M. Bernard Ramonet, a été tué sur le coup. L'autre, M. Jean-Pierre Ducasse, 49 ans, a eu le crâne fracturé.

L'automobile meurtrière

— Conduisant en auto des amis à Malo-Bains (Nord), M. Philippe Wladsmidt, de Dunkerque, heurte un pylône et, projeté sur le gril de la chaussée, il s'ouvre le crâne. Mort.

— Rue Saint-Germain, à Nanterre, un cycliste, M. Joseph Lutz, 29 ans, demeurant 12, rue Sannois, a été renversé par une automobile. Etat très grave.

— Route Nationale à Ecqueville, l'auto de M. Painlout de Paris, blessé grièvement

LEURS DIVIDENDES

— Au carrefour Saussure, à Paris, une voiture de livraison est tamponnée par un tramway. Le cocher et le garçon livreur sont sérieusement blessés.

— Joseph Voyez, 46 ans, livreur, a été renversé, avenue de Paris, à Choisy, par un tramway. Il est à la Pitié dans un état grave.

— Trompé par l'obscurité en rentrant chez lui, l'Italien Antoine Paulotti, 68 ans, manœuvre à Ligny (Meuse), qui suivait un chemin de halage, tombe dans le canal et se noie.

— Aux mines de la Boule (Puy-de-Dôme), croyant sauter sur un plafond, un chef porion, M. Adolphe Lecat, 37 ans, saute dans une trappe et fait une chute de 23 mètres. Etat désespéré.

— M. Mosnier, 30 ans, marié et père de trois enfants, est écrasé à Youx (Puy-de-Dôme) par la chute d'un arbre qu'il abattait.

— Un tracteur qui transportait des peupliers à Baint-la-Grange (Aube), capote sur un talus de deux mètres, et s'écrase sur le chemin. Le chauffeur Latoissière a une jambe brisée et souffre de contusions internes.

LES CINQ FRANCS MENSUELS

du quotidien anarchiste

5^e liste de la 3^e tranche

Levantino (moi), 3 francs; T. A. Garcia, Jarif, Monserrat, Medina, XX, Cagnard, Illisibie, Roger, un camarade italien, Grégoire, 2; le tout versé par Grégoire, 63 francs; Bellière Antoine, Marie Morand, Louis Lecoin, un copain, 2; Nolrot, versé le jour du S. U. E., 2; La Serre, Josses, 2; Fernandez, Filippi, 2; François, un libérateur espagnol, 4; Asselineau (de la minorité des coiffeurs), 2; Roger et Raymond, 2; Bru, 4; E. M. 115, qu'importe, J. Blanchon, M. Callé, les toiliers de chez Eugène Boulogne, 4; Cyrano, Jamet, 2; Scraphin, Neveu, d'Issy, Chauveau, J. Ciclotto, Henri Loc, Thoret, Pans, Mouzin Eugène, Frisic, Engel, Jean Jean, Durand, 2; Magnaval, Bertrand, 2; Mornet, Geneviève Masson, Delattre, Roger, 2; Michel Pinot (7 octobre), 4; un marouquiner, Maggi, Moi, 2; anonymes, 4; Corvoisier, pour les toiliers, 2; Raoul Brin Saint-Nazaire, Corrado, 2; Donzel, 2; Poinas, Paul Jacques, Hurel, Bétrie, Manuel Rodriguez, Orne, 3; Vernet Mary, Lia, V. P., de Troyes, Bremond, Leresmas-Montevau, Nénette, Pandora, 2; Boisset, Paris, Foucart, Vésinet, N. Juliot, 2; Tronchet Lucien, Genève, 2; André, Delacroix, de Polek, de Fontainebleau, 2; Chatais, 3; Higdon, Lacotte, 2; Achard, Coquard, 2; Gras, 2; deux amis argentiers, 2; Gilberte Delau, J. S. S., Z. B., Paris, Vasset, Ailly-sur-Somme, Jean Roscini, Berne, 2; Verbois, 2; Hilaire, 2; Lagache, Paris, Coutissac Saint-Henri, 2; Victor Trousseau, Yonne, 2; Berthe, Marseille, 2; Charlier, Paris, 2; G. D., 2; Marguerite Delobel, Belgique, 2; Vandesparrin, Bruxelles, 2; Rosenweig, Guérinard, E. B., 2; Henri, 2; Cantacaloro, M. S. A. F., 2; Doyen, liste de souscription faite par G. Buenaventura, à Châtillon-sur-Seine, Yonne, 82 francs; Pernis, 2; Chausseca, Bagnere.

Chèques postaux

Latre, de Bordeaux, 2; un lecteur du 13^e, Morisse Raymond, 2; Robert Tousspel, 2; Pierre Evin, 2; Pierre et Constant Rouault, 2; Molin Saint-Quentin, 2; René Bisson, Henri Hennelle, 2; Claude Houilles, 2; Benigno, Bins, 2; Chatais, 3; Higdon, Lacotte, 2; Achard, Coquard, 2; Gras, 2; deux amis argentiers, 2; Gilberte Delau, J. S. S., Z. B., Paris, Vasset, Ailly-sur-Somme, Jean Roscini, Berne, 2; Verbois, 2; Hilaire, 2; Lagache, Paris, Coutissac Saint-Henri, 2; Victor Trousseau, Yonne, 2; Berthe, Marseille, 2; Charlier, Paris, 2; G. D., 2; Marguerite Delobel, Belgique, 2; Vandesparrin, Bruxelles, 2; Rosenweig, Guérinard, E. B., 2; Henri, 2; Cantacaloro, M. S. A. F., 2; Doyen, liste de souscription faite par G. Buenaventura, à Châtillon-sur-Seine, Yonne, 82 francs; Pernis, 2; Chausseca, Bagnere.

Total de la présente liste 1.251,50
Total des listes précédentes 6.501,55

Total à ce jour 7.753,05

ERRATA

Dans la 5^e liste aux versements faits par Westiana, du Nord, c'est Arthur Honoré, Ruel, de Roubaix, 2; Dufresne, Bochart et Spiet, versé par Westiana Léon. De même pour Hamelin, d'Angers, c'est Collet et Rouget, d'Angers, qu'il fallait lire.

FEUILLETON DU LIBERTAIRE DU 27 OCTOBRE 1924. — N° 129.

Illusions perdues

par Honoré de Balzac

DEUXIEME PARTIE

Un grand homme de province à Paris

Le poète voyait, avec raison d'ailleurs, une immense fortune dans sa beauté, dans son esprit appuyés du nom et du titre de comte de Rubempré. Madame d'Espard, madame de Bargeton et madame de Montcornet le tenaient par ce fil comme un enfant tient un hameton. Lucien ne voyait plus que dans un cercle déterminé. Ces mots : « Il est des nobles », il pense bien, « ils trois jours auparavant dans les salons de mademoiselle de Touches, l'avaient enivré, ainsi que les félicitations qu'il avait reçues des ducs de Lenoncourt, de Navarrens et de Grandieu, de Rastignac, de Blondet, de la belle duchesse de Maugrigneuse, du comte d'Esgrignon, de des Lupeaulx, des gens les plus influents et les mieux en cour du parti royaliste.

— Allons ! tout est dit, répliqua d'Arthez. Il te sera plus difficile qu'à tout autre de te conserver pur et d'avoir ta propre estime. Tu souffriras beaucoup, je te connais, quand tu te verras mépriser par ceux-là mêmes à qui tu te seras dévoué.

Les trois amis dirent adieu à Lucien sans lui tendre amicalement la main. Lu-

cien resta pendant quelques instants pensif et triste.

— Eh ! laisse donc ces niais-là, dit Coralie en se levant sur les genoux de Lucien et lui jetant ses beaux bras frais autour du cou, ils prennent la vie au sérieux, et la vie est une plaisanterie. D'ailleurs, tu seras comte, Lucien de Rubempré, je ferai, s'il le faut, des agaceries à la chancellerie. Je sais par où perdre ce libéral de des Lupeaulx, qui fera signer ton ordonnance. Ne t'ai-je pas dit que, quand il le faudrait, une marche de plus pour saisir ta proie, tu aurais le cadavre de Coralie ?

Le lendemain, Lucien laissa mettre son nom parmi ceux des collaborateurs du *Réveil*. Ce nom fut annoncé comme une conquête dans le prospectus, distribué par les soins du ministère à cent mille exemplaires. Lucien vint au repas triomphal, qui dura neuf heures, chez Robert, à deux pas de Frascati, et auquel assistaient les coryphées de la presse royaliste : Martainville, Anger, Destains, et une foule d'autres encore vivants qui, dans ce temps-là, faisaient de la monarchie et de la religion, selon une expression consacrée.

— Nous allons leur en donner, aux libéraux ! dit Hector Merlin.

— Messieurs, répondit Nathan, qui s'enroula sous cette bannière en jugeant qu'il valait mieux avoir pour soi que contre soi l'autorité dans l'exploitation du théâtre à laquelle il songeait, si nous leur faisons la guerre, faisons-la sérieusement ; ne nous lions pas des balles de liège ! Attaquons tous les écrivains classiques et libéraux sans distinction d'âge ni de sexe, passons-les au fil de la plaisanterie, et ne faisons pas de quartier.

Soyons honorables, ne nous laissons pas gagner par les exemplaires, les présents, l'argent des libraires. Faisons la restauration du journalisme.

— Bien ! dit Martainville, à Justum et tenacem propositum virum ! » Soyons impeccables et mordants. Je ferai de la Fayette ce qu'il est : Gilles premier.

— Moi, dit Lucien, je me charge des héros du Constitutionnel, du *Séjour*, des *Œuvres complètes* de M. de Jouy, des illustres orateurs de la gauche !

Une guerre à mort fut résolue et votée à l'unanimité, à une heure du matin, par les rédacteurs, qui noyèrent toutes leurs nuances et toutes leurs idées dans un punch flamboyant.

— Nous nous sommes donné une fameuse culotte monarchique et religieuse, dit sur le seuil de la porte un des écrivains les plus célèbres de la littérature romantique.

Ce mot historique, révéla par un libéral qui assistait au dîner, parut le lendemain dans le *Miroir*; mais la révélation fut attribuée à Lucien. Cette défection fut le signal d'un effroyable tapage dans les journaux libéraux. Lucien devint leur bête noire et fut tympanisé de la plus cruelle façon : on raconta les infortunes de ses sonnets, on apprit au public que Dauriat aimait mieux

perdre mille écus que de les imprimer, on l'appela le poète sans sonnets !

Un matin, dans ce même journal où Lucien avait débuté si brillamment, il fut les lignes suivantes, écrites uniquement pour lui, car le public ne pouvait guère comprendre cette plaisanterie :

— Si le libéral Dauriat persiste à ne pas publier les sonnets du futur Pétrarque français, nous agirons en ennemis généreux, nous ouvrirons nos colonnes à ces poèmes qui doivent être piquants, à en juger par celui-ci que nous communiquons un ami de l'auteur :

Et, sous cette terrible annonce, le poète lut ce sonnet, qui le fit pleurer à chaudes larmes :

Une planète chélive et de louche apparence
Surgit un beau matin dans un parterre en fleurs ;
A l'en croire, pourtant, de splendides couleurs
Témoignèrent un jour de sa noble sémence :

On la toléra donc ! Mais, par reconnaissance,
Elle insulta bientôt les plus brillantes fleurs,
Qui, s'indignant enfin de ses grands airs
Fusseuses,
La mirent au défi de prouver sa naissance.

Elle fleurit alors. Mais un vil baladin
Ne fut jamais si fier comme tout le jardin
Honnit, siffia, raille ce calice vulgaire.

Puis le maître, en passant, la brisa sans pitié
Et le soir sur sa tombe un âne seul vint braire,
Car ce n'était vraiment qu'un ignoble chardon !

Vernou parla de la passion de Lucien pour le jeu et signala d'avance l'Archer comme une œuvre antinationale où l'auteur prenait le parti des égoïstes catholiques contre les victimes calvinistes. En huit jours, cette querelle s'envenima. Lucien comptait sur son ami Louteau, qui lui devait mille francs et avec lequel il avait eu

des conventions secrètes ; mais Louteau devint l'ennemi juré de Lucien. Voici comment. Depuis trois mois, Nathan aimait Florine et ne savait comment l'enlever à Louteau, pour qui, d'ailleurs, elle était une providence. Dans la détresse et le désespoir où se trouvait cette actrice en se voyant sans engagement, Nathan, le collaborateur de Lucien, vint voir Coralie et la pria d'offrir à Florine un rôle dans une pièce de lui, se faisant fort de procurer un engagement conditionnel au Gymnase à l'actrice sans inciter. Florine, enivrée d'ambition, n'hésita pas. Elle avait eu le temps d'observer Louteau. Nathan était un ambitieux littéraire et politique, un homme qui avait autant d'énergie que de besoins, tandis que chez Louteau le vice tuait le vouloir. L'actrice, qui voulait repaître envivonnée d'un nouvel éclat, livra les lettres du drogiste à Nathan, et Nathan les fit racheter par Matifat contre le sixième du journal convoité par Pinot. Florine eut alors une magnifique appartenance rue Hauteville, et prit Nathan pour protecteur à la face de tout le journalisme et du monde théâtral.

Louteau fut si cruellement atteint par cet événement, qu'il pleura vers la fin d'un dîner que ses amis lui donnèrent pour le consoler. Dans cette orgie, les convives trouvèrent que Nathan avait joué son jeu.

Quelques écrivains, comme Pinot et Vernou, savaient la passion du dramaturge pour Florine; mais, au dire de tous, Lucien, en maquillant cette affaire, avait manqué aux plus saintes lois de l'amitié. L'esprit de parti, le désir de servir ses nouveaux amis, rendaient le nouveau

L'Action et la Pensée des Travailleurs

Le véritable objectif à atteindre

Parmi toutes les solutions qui sont soumises à leur examen, les ouvriers syndicalistes se doivent, d'abord et avant tout, de choisir celle qui doit permettre de ne pas disperser davantage les forces de la Minorité, qu'elle soient présentement autonomes ou non.

Toute solution qui ne remplirait pas cette condition essentielle, doit être résolument écartée. C'est le bon sens même.

La question doit, aussi, être examinée de haut. L'ensemble doit dominer le détail. Le social doit primer le plus haut que le corporatif, la solidarité de tous les éléments syndicalistes de la Minorité doit être plus forte que le chacun pour soi.

Pas, non plus, de préoccupations subalternes, pas de souci de conserver une popularité pour quelques hommes, pas de désirs — faux d'ailleurs — de se sauver soi-même en laissant les autres dans l'embarras.

La seule chose qui compte, le seul objectif à atteindre : c'est de conserver intact le faisceau des forces syndicalistes révolutionnaires.

Tout doit être fait pour rendre cet agrégat plus solide : tout ce qui peut le dissocier doit être farouchement repoussé.

Il ne s'agit, en l'occurrence, que de faire les affaires du Syndicalisme, et non celles de ses détracteurs, quels qu'ils soient. Daignons les œillades de droite et les menaces de gauche !

Toutes les énergies, toutes les clairvoyances, toutes les forces actives de notre mouvement doivent converger vers ce but : *conserver l'unité des éléments syndicalistes.*

Ce n'est qu'à cette condition que le Syndicalisme vivra, qu'il surmontera la crise et pourra reprendre sa place.

L'égoïsme et le scepticisme doivent être sévèrement bannis.

Tous ceux qui peuvent aider à trouver la meilleure solution, doivent le faire. On ne doit plus voir des hommes qui s'expriment d'une certaine façon dans le privé et d'une autre en public, pour conserver je ne sais quelle popularité de bon aloi (?). Ceux qui ont sonné le tocsin de la délivrance ne doivent pas craindre les conséquences du réveil qu'ils ont eux-mêmes provoqué.

Lorsqu'on a levé, après mûre réflexion, l'étendard de la révolte, il faut aller logiquement jusqu'au bout de son geste, ne pas laisser à d'autres, seuls, le soin de poursuivre la tâche ébauchée, décidée en commun.

Simon Monmousseau aura raison : *la Minorité se liquidera*. Elle se dispersera dans les deux C.G.T., qui la guettent également, on se réfugiara dans une autonomie qui n'aura rien de noble, rien d'idéaliste.

Est-ce cela que vous voulez, les perpétuels hésitants, ceux qui jusqu'à ce jour avez toujours entravé la marche vers la clarté, vers la lumière ? Non sans doute. Alors ne tergiverser plus, parlez un langage compréhensible, net et clair !

Si vous ne savez pas enfin choisir, soyez certains que la Minorité disparaîtra, et avec elle le Syndicalisme que vous voulez défendre.

Divisés demain, les divers courants techniques de notre mouvement ne tarderont pas à devenir adversaires de doctrine. Ils s'ingéreront : les uns dans la C.G.T., qui les attend depuis longtemps, les autres dans la C.G.T.U., qui saura les retenir et peut-être hélas ! les accaparer pour toujours.

Le reste, épars à travers le pays, sans liaison, tombera dans le corporatisme et l'égoïsme les plus parfaits. Le Syndicalisme aura vécu.

Tandis que, au contraire, si les autonomes d'aujourd'hui et de demain savent se grouper, coordonner leurs efforts, constituer un centre d'attraction, non seulement ils conserveront leurs effectifs et leur force d'action, mais encore ils développeront ces facteurs essentiels rapidement.

Les rentrées, les mises à jour dans certains syndicats qui ont repris leur liberté sont, à ce sujet, des encouragements certains à persévérer dans la voie choisie.

Si, dans ce pays, on se rappelle encore Pelloutier, on donne à notre mouvement ouvrier sa doctrine, que Griffeilles l'a nantie de sa maison, on défendra ce patrimoine moral et matériel avec toute l'intelligence et toute l'énergie nécessaires.

Je compte largement, pour cela, sur la clairvoyance des ouvriers, de tous ceux qui n'ont d'autres soucis que de sauver le Syndicalisme révolutionnaire en France. Ce sont eux, j'en suis certain, qui, en définitive, sauront trouver à ce problème sa seule solution.

Is ne se laisseront pas égarer. Le problème est beaucoup plus simple qu'on ne se plaît généralement à leur montrer. Leur bon sens fera rapidement justice de ce confusionnisme dans lequel on cherche à noyer leur jugement.

Aussi, marchant droit au but, sans crainte de je ne sais quel péril imaginaire qu'on tend à leur montrer, forts de leur foi dans la valeur de leur mouvement de classe, confiants dans ses buts clairs et ses moyens éprouvés, ils ne tomberont pas « sous le chloroforme » qu'on leur présente ici ou là avec une habileté qui gagnerait à se manifester plus discrètement.

Ils n'entendront pas les voix de ceux qu'une trousse subtile ramène en arrière ou cloue sur place. Ils n'écouteront que leur conscience d'hommes qui aspirent à assurer à leur mouvement une vie normale, indépendante, libre et digne.

Ce sont les anciens, ceux qui ont tant lutté, les martyrs des glorieuses luttes passées, qui le demandent et l'exigent.

Ce sont aussi les jeunes, ceux qui ont le droit de vous demander des comptes, ceux qui attendent que vous leur remettiez l'héritage que vous avez reçu, qui réclament de leurs aînés les gestes nécessaires. Les entendrez-vous ? Alors, faites vite. Agissez sur l'heure. Prenez les décisions qu'exige l'impérieuse situation présente.

Votre place n'est ni à la C.G.T., camarades du Bâtiment et de la Terrasse, ni à la C.G.T.U., camarades qui hésitent encore à quitter cette marâtre. Elle est avec tous les autres ouvriers qui ont foi dans le Syndicalisme, dans un mouvement libre, indépendant et autonome.

La seule est le salut. C'est là que

Chez les bouchers

Dans le compte rendu de la Presse du 19 courant, n° 3.543, je lis l'article relatif aux causes de l'augmentation du prix de la viande.

Sur différents points je suis d'accord avec M. Sabatier ; entre autres sur le trafic qui se passe dans les différentes gares de marchandises, endroit où la puissance de l'argent agit et donne droit de priorité.

Mais que les toucheurs de bestiaux touchent un salaire trois ou quatre fois supérieur au taux d'avant-guerre, la chose est un peu exagérée. Elle existe en effet mais pour les entrepreneurs d'embarquements ou de débarquements des bestiaux. Personnalités qui traitent avec soit l'éleveur, soit le commissionnaire à un taux de X par tête de bétail, mais il n'en est pas moins vrai que le bénéfice illicite reste dans cette corporation comme dans beaucoup d'autres dans la poche de l'exploiteur et non dans celle de l'exploité qui en l'occurrence sont les ouvriers bouchers. Admettons, M. Sabatier, qu'avant-guerre ces travailleurs touchaient 50 francs par semaine, ils en toucheraient donc, d'après vous, 300 francs aujourd'hui, ce qui représente pour moi la somme journalière de 28 fr. 50.

Pour les ouvriers d'abattoirs, catégorie à laquelle j'appartiens où vous êtes dans le vrai M. Sabatier, c'est en relatiq que la somme de 50 francs était la moyenne du tarif d'avant-guerre.

Mais que ce tarif soit à l'heure actuelle de 300 francs la semaine et même plus, l'erreur est comble. Voici ci-joint les tarifs moyens des différentes branches composant le personnel abattoirs :

Ouvriers en bœufs : 160 à 180 francs la semaine ; Ouvriers en vœux : 160 à 180 francs la semaine ; Ouvriers en moutons : 150 à 180 francs la semaine ; Boyaudeurs, 140 à 160 francs la semaine ; Pansiers-tripiers : 150 à 200 francs la semaine ; Fondeurs : 145 francs la semaine ; hommes de corvées, c'est-à-dire ouvriers travaillant en moyenne un jour par semaine, 50 à 60 francs pour une journée.

A côté de cela il se trouve quelques maîtres garçons gagnant 300 francs la semaine, il y en a peut-être 4 ou 5 ; gagnant de 200 à 250 francs, ils sont environ une vingtaine, tout cela sur une moyenne de 1.500 à 1.600 ouvriers au minimum. Que M. Sabatier fasse son barème de salaires comme il le voudra, il est bien loin ainsi que nous, des 300 francs par semaine.

Tout cela ne nous donne pas d'explication. Comment se fait-il qu'un bœuf soit acheté à la Villette en moyenne 3 fr. 30 la livre et qu'il soit vendu en moyenne : entre-côte, 8 fr. 50 la livre et plat de côte, 4 fr. 25 à 4 fr. 50.

Comme je le vois journellement dans le quartier ouvrier que j'habite.

Sur cette question, M. Sabatier ainsi que tous ces MM. les bouchers détaillants j'y reviendrais d'ici quelques jours n'ayant pas encore la documentation nécessaire complète et nous verrons si ce sont les ouvriers bouchers ou bien les patrons détaillants qui sont la cause du prix exorbitant de la viande.

Que pour courir le trust de la viande l'on se serve de la presse pour fausser l'opinion publique c'est une manœuvre de mercantilisme que je comprends sans l'admettre cependant, mais s'il y a des profiteurs et des affameurs, messieurs ils sont de votre côté et non du nôtre.

F. CHARLIER.

Dans les Jeunesses Syndicalistes

AUX CAMARADES DE RUEIL

Au moment où le syndicalisme est plongé dans les luttes tendancieuses qu'il subit, de jeunes camarades croient qu'il serait nécessaire d'inculquer aux jeunes ouvriers et ouvrières qui s'intéressent quelque peu à la lutte sociale, une éducation syndicale solide, pour en faire de bons militants qui seraient à même de remplacer leurs aînés syndicalistes, quand ceux-ci usés par les efforts fournis seront obligés de se retirer du mouvement.

Sachant qu'il y a, à Rueil, de bons éléments syndicalistes nous vous adressons cet appel, car si beaucoup d'entre vous ont lâché le Syndicat, dégoûtés, vous n'avez pas les mêmes raisons de vous désintéresser de la question des jeunes, car c'en est un est de les préparer pour la bataille qu'ils auront à mener demain contre leurs exploitateurs. Nous voulons former dans votre ville un Groupe de Jeunesses syndicalistes, votre devoir est de nous aider, vous qui connaissez les jeunes de Rueil, qui avez souvent rêvé de les voir poursuivre votre tâche d'assainissement du Syndicalisme d'abord et d'organisation des salariés face au patronat. Vous qui déplorez qu'il n'y ait pas assez de syndicalistes dans la masse des syndiqués, aidez-nous dans la formation de notre groupe et ensuite ne nous abandonnez pas, soutenez-nous en nous faisant les causeries nécessaires à notre éducation quand nous vous solliciterons. Et songez bien que les jeunes n'auront de connaissances syndicales qu'autant que vous leur en donnerez.

Après l'anniversaire de la mort de Fernand Pelloutier, nous vous offrons le meilleur moyen qu'il soit d'honorer la mémoire de ce grand précurseur du Syndicalisme libertaire, en répandant son œuvre, en expliquant aux jeunes camarades qui désirent s'en inspirer.

Allons, les copains syndicalistes Rueillois, réveillez-vous et sitôt que vous aurez pu trouver quelques jeunes camarades, si petit en soit le nombre, faites-le nous savoir et un de nos camarades habitant les environs se mettra en relations avec vous.

Pour la correspondance, écrivez au camarade Doussot, secrétaire à la propagande de la Fédération des Jeunesses Syndicalistes, 8 avenue Malhurin-Moreau, Paris 19^e.

Gaston TIBLEMONT.

vous irez. C'est de là que partira le mouvement de redressement et de rénovation du Syndicalisme qui le remplacera définitivement dans son cadre, dans son axe, dans sa ligne de conduite et d'action !

Pierre BESNARD.

SYNDICAT DES ARTISTES PEINTRES DECORATEURS DE THEATRE

Pour l'« Unité »

En quittant la C.G.T. pour adhérer à la C.G.T.U., le Syndicat des Artistes Peintres Decorateurs de Théâtre faisait confiance à la C. A. provisoire de la C.G.T. unitaire, car ses adhérents ont cru et croient encore que son action était profitable au mouvement syndicaliste, parce qu'elle orientait l'organisme du travail vers le Syndicalisme fédéraliste et révolutionnaire.

Mais après avoir passé par le Congrès de Saint-Etienne, le II^e Congrès de l'I.S.R., puis le Congrès de Bourges, et avoir assisté à l'A.D.S. à la distribution des économies des producteurs dans l'affaire Arnold, le Syndicat a décidé dans son assemblée générale du 27 novembre 1923 de prendre l'autonomie : les événements qui ont suivis nous ont donné raison.

Nous attendons depuis cette date la formation d'un organisme central qui défende vraiment le Syndicalisme. C'est pourquoi nous sommes très sympathiques à la conférence de la minorité syndicaliste révolutionnaire, et dans son assemblée générale du 21 octobre 1924 le Syndicat a décidé d'envoyer un représentant.

La conférence trouvera-t-elle la formule d'unité ? Nous sommes pleins d'espoir de voir le Syndicalisme sauvé des mains des politiciens de tous ordres, aussi convient-il pour nous de poser à la base même du problème la condition préalable et indispensable de l'acceptation intégrale et sans réserve de la Charte d'Amiens qui est encore d'actualité. Et c'est à cette seule condition que le syndicat pourra rompre l'autonomie qu'il s'est donnée il y a onze mois.

LAURENT

A propos d'un défi

Huit mois se sont écoulés depuis la tuerie de la rue de la Grange-aux-Belles. Il n'est pas nécessaire de rappeler les incidents qui ont eu pour résultat la mort de deux des nôtres.

Constatains seulement que ces huit mois furent mis à profit par les responsables directs de ces assassinats pour faire croire au monde travaillant que les assassins étaient dans le camp syndicaliste.

Constatains également que jaloux de leur probité morale, les syndicalistes meurtris dans ce qui leur était le plus cher, ont montré aux travailleurs que jamais ils ne se rendraient complices de la police, quelque couleur qu'elle soit.

Pour tout esprit sincère, il est inutile de rappeler que l'occasion ne fit pas défaut, soit devant les juges chargés de rechercher les coupables de l'assassinat, soit lors des rencontres fréquentes dans les allées et maisons même du crime, avec l'assassin.

Pour éviter à la classe ouvrière le triste spectacle de faire entrer en scène la police, afin de régler de douloureux incidents, les militants syndicalistes ont cru de leur devoir de se faire. Et ils se sont tous, montrant ainsi que leur niveau moral atteignait un degré de hauteur où même la douleur physique la plus vive ne pouvait le faire choir.

Les juges eux-mêmes en étaient étonnés lorsqu'ils disaient à ces militants : « Ah ! ils n'ont pas tant de scrupules, vos adversaires ! »

Is se sont tous, mais ils auraient cru que parmi les adversaires responsables du crime, il y aurait eu devant cette douleur causée à la classe ouvrière, une attitude autre que celle qui a été prise, faite de cynisme et de provocation.

Ils auraient cru que l'assassin aurait été invité à aller prudemment se faire pendre ailleurs, sachant qu'il aurait pu continuer à assouvir ses instincts de carnage, ne serait-ce que contre les « contre-révolutionnaires (?) » comme les prisonniers des Iles Solowiesky.

Il n'en a pas été ainsi. Les dirigeants de la C. G. T. U. et du P. C. se plaisent à verser continuellement le venin sur la plaie, spéculant sur le mensonge et la calomnie sur la loyauté et les scrupules de leurs adversaires.

Leur tâche n'est pas nouvelle, et me remémorant les séances de la Commission Exécutive de l'U. D. U. des Bouches-du-Rhône, où pendant plusieurs mois les communistes exigeaient la dénonciation du meurtrier du syndiqué layettiste Salat, membre du P. C., par le bureau de l'U. D. U. alors qu'ils affirmaient être, eux, en possession de déclarations écrites et signées de plusieurs camarades désignant nettement l'assassin. Déclarations sous enveloppe cachetée et en lieu sûr, qui verraient le jour seulement après la dénonciation.

La majorité syndicaliste se refusa à cette besogne, laissant ce soin au parti qui en faisait faire la proposition : chose qu'il ne fit pas d'ailleurs.

Le sang-froid des camarades syndicalistes unitaires et aussi des camarades layettistes qui ne leur imposèrent pas la présence de l'assassin, évita que la police ne se mêlât de cet incident douloureux. Aujourd'hui, devant l'attitude provocante et cynique des assassins criant à l'assassin, le devoir de tous les syndicalistes est de garder ce même sang-froid, afin d'éviter à la classe ouvrière une affliction dont elle aurait longtemps à souffrir.

Contre toutes les politiques, contre toutes les polices, travailleurs, dressons-nous tous.

PH. PECASTAINGS.

La Librairie sociale

9, Rue Louis-Blanc, Paris

Camarades parmi les livres retenus ceux-ci :

Le M. Makhnoviste (Archinoff)....	8.50
An Café (Malatesta)	5 et 6.00
L'Education sexuelle	7.00
L'Imposture religieuse	7.50
Mon communisme	7.00
La Douleur universelle	7.50

Vous trouverez aussi un grand choix de classiques et d'ouvrages scientifiques. Faire vivre la librairie, c'est aider la diffusion de notre pensée.

Pour l'œuvre nouvelle

Pour une fois, les organisations autonomes n'ont pas bougé ; après l'appel lancé au pays syndicaliste des nouvelles nous arrivent des différents départements. Chaque syndicat nous apporte ses suggestions, l'état d'esprit qui anime ses adhérents et des encouragements pour la continuation de l'œuvre ébauchée. Nous sommes persuadés que si tous les syndicats autonomes, les anciens comme les nouveaux, apportent leurs efforts nous serons bientôt une force sur laquelle nos ennemis auront à compter ; que tous nos camarades reprennent courage et que chacun dans son coin, dans sa région, se fasse le propagandiste de l'œuvre nouvelle. C'est le moment de redoubler d'efforts ; d'autres éléments viennent grossir la vague des syndicats autonomes appelés à submerger tous les rongeurs du syndicalisme.

Nous devons cependant quelques explications à nos camarades sur le travail que nous faisons et sur celui que nous préparons ; nous n'avons aucun désir de polémiquer avec qui que ce soit par la voie de la presse mais nous nous ferons un devoir de faire connaître exactement notre pensée lorsqu'on nous aura mal compris. C'est ainsi que le « Libertaire » du 21 octobre porte à notre connaissance un article du camarade Edmond de l'Union syndicale des Marins de France en réponse à Guigui.

Pour l'édification de tous, nous tenons à répéter encore une fois que nous entendons écarter toutes les personnalités pour faire place aux organisations et rien qu'à elles seules. Il n'y a pas d'article de Guigui mais un Appel aux syndicats autonomes émanant de quelques syndicats autonomes de Paris et de province.

Que dit cet appel ? Ce que tous les syndicats autonomes pensent, c'est-à-dire que l'isolement complet pour chacun d'eux n'est pas un facteur favorable au redressement du syndicalisme révolutionnaire dans ce pays, bien au contraire.

Notre appel parle d'une liaison morale : quelles formes revêtira cette liaison morale ? Chacune de nos organisations à son point de vue sur cette question, mais nous ne commettrons pas l'erreur de l'imposer à l'ensemble des syndicats autonomes du pays. Si les réponses des syndicats continuent à nous parvenir nous envisagerons la tenue d'une Conférence nationale où les intéressés définiront eux-mêmes les formes de cette liaison. En attendant, les syndicats qui acceptent le principe d'une liaison peuvent et doivent faire un rapport sur cette question, selon leur point de vue, qu'ils feront parvenir à la Commission provisoire qui se chargera de concrétiser tous ces rapports de façon à préparer une base de discussion pour la Conférence à venir.

Encore une fois nous insistons sur ce point : que les formes définitives de la liaison entre les syndicats autonomes seront établies à la Conférence des dits syndicats ; la Commission provisoire existante n'a pour but que de préparer le travail.

Comme de juste, la Conférence aura à examiner une nouvelle manière d'expédier le travail administratif : les syndicats autonomes s'inspireront des erreurs du passé pour créer quelque chose de nouveau qui débarrassera la classe ouvrière de tous les « pontifes et indispensables » qui n'ont fait que du tort au mouvement ouvrier.

Nous ne nous cachons pas que la situation est sérieuse pour nous travailleurs et c'est cette constatation qui nous fit dire dans notre appel que les syndicats autonomes avaient pour devoir de se connaître pour que dans une période révolutionnaire ou seulement difficile, ils opposent — dans tous les pays — une tactique d'ensemble face aux manœuvres politiques des différents partis et cela, ils ne pourront pas le faire en ignorant les uns et les autres ; il faut qu'ils prennent contact entre eux.

Heureusement notre appel a eu son écho ; que les syndicats autonomes qui ne nous ont pas encore répondu nous envoient leur point de vue. La famille ouvrière doit se reconstruire et rendre impuissants les diviseurs qui s'y étaient introduits.

D'autre part, dans le cadre corporatif et social, le conflit n'est pas seulement entre le peintre et l'entrepreneur, entre le marin et l'armateur ; mais entre le salariat et le patronat, entre les forces d'évolutions et celles de réactions.

Debout ! et tous à l'œuvre.

La Commission provisoire des syndicats autonomes de la Seine.

P. S. — Les camarades de province qui peuvent nous faire parvenir les adresses de syndicats autonomes isolés sont priés de les adresser à Guigui, 114, Boulevard de la Villette, Paris 19^e.

Aux camarades des Jeunesses Syndicalistes

Enfin, ça y est, notre position vis-à-vis de l'U. D. U. de la Seine est définitivement établie. Ce n'est pas dommage, car maintenant cela va nous permettre d'avoir les coudees franches.

En effet, si jusqu'à présent nous avons quelque peu végété dans la majeure partie des groupes de la Seine, cela tient essentiellement à ce que nous ne savions pas trop sur quel pied danser vis-à-vis de l'U. D. U. Raynaud, que nous étions encore obligés de considérer, car nous ne voulions pas lui donner un motif sérieux de nous exclure. Mais aujourd'hui les dirigeants orthodoxes de cette U. D. U., prenant leurs responsabilités, nous ont déclaré la guerre et une guerre sans merci à nous qui gérons les Jeunesses communistes qui, elles, menacent de périr (d'où la nécessité de leur transformation en cellules) et d'accord avec le camarade Commarteau, dans son article du lundi 20 courant, je crois pouvoir affirmer que tous les copains de la Seine se situent en ramassant le gant.

En ce moment où nous voyons d'anciens groupes de Jeunesses syndicalistes qui étaient à peu près tombés se reformer pour reprendre avec plus de vigueur que jamais, au moment où de nouveaux groupes se créent un peu partout, j'apprends de source sûre que les inconscients des J. C., guidés

par les ennemis du Syndicalisme, vont profiter de la prochaine occasion pour recommencer une série de descentes dans nos réunions et non par la parole, mais par la force violente, empêcher notre réorganisation. Le Grand Par... l'a ordonné.

Que les camarades des J.S. qui cela intéresse prennent note et qu'ils assistent aux réunions de formation des groupes qui vont avoir lieu (et il y en a 8) pour nous aider à sortir les gèneurs qui eux, ne vont pas manquer de s'y trouver, car n'oublions pas que chez ces êtres disciplinés l'obéissance est une première qualité.

Mais nous n'avons cure de ces jeunes prétentieux et notre tâche se poursuivra malgré tous ces bouffeurs de syndicalisme, car notre but est viril et beau.

Nous adhérons cette nouvelle génération à laquelle nous appartenons à s'acheminer par l'éducation vers des temps meilleurs, où le Syndicalisme renoué et débarrassé de ses adversaires, pourra avec succès lutter contre le patronat qui, de plus en plus rapide, profite de nos divisions pour mieux nous opprimer.

Gaston TIBLEMONT.
de la J. S. des Métaux

Communiqués syndicaux

Jeunesse Syndicaliste de Saint-Etienne. — Mardi 28 courant, à 20 heures, Bourse du Travail, salle 36-38, un docteur en médecine de notre ville nous entretiendra des maladies professionnelles.

Cette question intéressant tous les travailleurs, à quelque parti ou secte qu'ils appartiennent, nous espérons qu'ils répondront nombreux à notre cordiale invitation.

Jeunesse Syndicaliste du 18^e. — Réunion ce soir, à 20 h. 30, chez Ermonier, 77, boulevard Barbès.

Comité d'Action pour l'Unité Syndicale. — Réunion à 20 h. 30, salle de Commission, 3^e étage, Bourse du Travail, 3, rue du Château-d'Eau, Paris.

Ordre du jour : La situation présente ; le Congrès minoritaire des 1 et 2 novembre. Invitation cordiale est faite à tous ceux, unitaires, confédérés et autonomes, qui désirent réaliser l'Unité et faire cesser le marasme dans lequel s'embourbe la classe ouvrière.

Pour soutenir votre « Libertaire » Amis lecteurs abonnez-vous

La Vie de l'Union Anarchiste

Réunion du Conseil d'Administration du « Libertaire »

Réunion ce soir lundi, à 21 heures, 9, rue Louis-Blanc.

Paris et banlieue

Comité d'Initiative. — Demain soir, à 20 h. 30, 49, rue de Bretagne, réunion du C. I. Nous invitons les délégués de groupes et les correspondants de province à y assister. Mise au point des préparatifs du Congrès et de la fête du premier novembre.

Questions diverses.

Groupe du 8^e et 9^e. — Mardi 28 octobre, au Bar Ardenais, 51, rue du Château-d'Eau. Présence indispensable.

Groupe Universitaire des V^e et VI^e Arrondissements. — Aujourd'hui, 28 octobre, à 9 h. 6, rue Lanneau, Conférence et discussions. Apercus sur la philosophie allemande. F. Nietzsche et l'Anarchisme.

Nous invitons cordialement tous ceux qu'intéressent les questions philosophiques à participer à notre discussion.

Groupe du XV^e. — En raison de l'assemblée générale, notre réunion n'a pu avoir lieu mercredi dernier 22. Nous nous excusons auprès des amis qui ont répondu à la convocation.

Mardi 29 octobre, 20 h. 30, 85, rue Madaemoiselle, réunion de tous les camarades qui s'intéressent à nos efforts en vue de renforcer le mouvement anarchiste.

Nous discuterons du grand intérêt qu'il s'attache à la bonne tenue du Congrès anarchiste d'où doit sortir une impulsion nouvelle. La bonne volonté qui se manifeste partout dans nos milieux est le sûr gage d'un renouveau de l'anarchie révolutionnaire.

Que tous nos amis nous apportent leur concours.

Groupe Théâtral. — Ce soir, à 20 h. 30, Brasserie de la Mairie, 61, faubourg Saint-Martin, suite des causeries sur le théâtre d'amateurs. Répétition des pièces en cours.

Province

Groupe de Saint-Etienne. — Tous les camarades sont priés d'assister à la réunion, qui aura lieu jeudi 30 courant, à 20 h. 30, au Café Coopératif, « Avenir Social », salle Jean Jaurès, 9, cours Victor-Hugo. Présence de tous indispensable. Décision urgente à prendre pour le Congrès.

Communications diverses

Paris. — Les Compagnons de l'en-dehors se réunissent le 2^e et le 4^e lundi du mois, salle Hermonier, 77, boulevard Barbès, à 20 h. 30 (mémo. Marandou, ou Polissonniers).

Aujourd'hui, 27 octobre. La valeur de l'Histoire : expérience à mettre à profit ou tissu de mensonges ? par Marc Lefort.

Groupe de défense des Révolutionnaires emprisonnés en Russie. — Aujourd'hui à 20 h. 30, au local habituel.

L'Art pour Tous. — Dimanche 28 octobre, à 10 heures, au musée du Louvre, vis-à-vis conférence de l'Art pour Tous : « Les Primitifs Italiens », par A. Roux.

Fédération Nationale des Mutuels du Travail. — Assemblée Générale le dimanche 26 octobre 1924, à 14 h. 30 très précises, à la Bourse du Travail.

Ordre du jour : Compte rendu moral et financier ; 2. Notre cahier de revendications ; 3. Affaires diverses.

Groupe d'Etudes et d'Action sociales de Troyes. — Réunion mardi, à 20 heures très précises. Coopérative, Congrès et questions diverses. Présence indispensable.

Travail exécuté par des ouvriers syndiqués

Le Gérant : René DEVRY

Imprimerie spéciale du Libertaire
10-12 rue Paul-Lelong, Paris.